

(N° 70)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 16 Juillet 1923.

Proposition de loi organisant l'assurance contre le chômage involontaire.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

A la date du 11 juillet 1922 nous avons déjà eu l'honneur d'introduire la présente proposition de loi.

Frappée de caducité par la dissolution, elle avait reçu auprès de la Chambre un accueil des plus encourageant. Cinq sections contre une s'étaient en effet prononcées en sa faveur à la majorité considérable de 73 votes affirmatifs contre 39 négatifs et 11 abstentions.

Dans ces conditions nous avons cru devoir réintroduire notre proposition, autant pour répondre au sentiment de l'Assemblée que pour réaliser l'importante réforme que nous avions envisagée.

Les développements dont nous avons accompagné la proposition sont reproduits ci-après.

La proposition de loi que nous avons l'honneur de vous soumettre n'est pas une improvisation. Elle puise ses principes directeurs et fondamentaux dans les réalités vivantes et dans les résultats connus de longues études faites, entre autres, en ce qui concerne la Belgique, par la Section belge de l'Association internationale pour la lutte contre le chômage, par la Commission syndicale du Parti ouvrier, par le Comité central des syndicats chrétiens, par des organismes patronaux et par des hommes d'œuvres de tous les partis.

La Commission d'étude formée par la Section belge de l'Association internationale pour la lutte contre le chômage, comprenait :

1° Le bureau de la dite Section, composé de MM. Mahaim, professeur à l'Université de Liège, Verwilghen, député permanent de la Flandre orientale, Troelet, représentant, tous trois coprésidents, et Truffaut, directeur du Mont-de-Piété, à Liège, secrétaire de l'Œuvre, Carpentier, sénateur, président du Fonds de chômage de Gand, et Everard, député permanent de la province de Namur; en

outre, différents membres du Comité qui ont participé assidûment aux séances, notamment MM. Drugmand, Ceelen, Mertens, Pladet, le R. P. Rutten, etc. -

2° MM. Vereruyse et De Voghel, fonctionnaires du Ministère de l'Industrie et du Travail et plusieurs secrétaires de fonds de chômage;

3° MM. Montens, Centner, Beernaerts, Dauge et De Groote, représentants des intérêts patronaux;

4° MM. Solau, Hannick et De Vlamynck, délégués de la Commission syndicale du Parti ouvrier belge, Van Quaakebeke, De Bruyne et Pauwels, délégués de la Confédération générale des syndicats chrétiens, Goethgebeur, secrétaire des Œuvres sociales du Parti libéral.

Pour élaborer notre projet, nous avons repris les grandes lignes des principes établis par cette Commission et par les Commissions syndicales. C'est donc une œuvre de conciliation et de bonne foi que nous présentons au Parlement.

Dans ces conditions, il nous a paru superflu de donner une définition du chômage involontaire, car tout le monde est d'accord pour « *considérer comme chômeur involontaire l'ouvrier ou l'employé privé de travail pour une cause indépendante de sa volonté* », à l'exclusion de l'accident, de la maladie ou de la grève.

Les rétroactes de la question du chômage.

Dans l'élaboration des textes nous avons largement tenu compte des observations présentées par les organismes ci-dessus indiqués et nous nous sommes toujours inspiré des constatations faites en Belgique et à l'étranger, ainsi que des résolutions prises par les congrès nationaux et internationaux d'ouvriers, d'économistes ou d'hommes d'œuvres de tous les pays, spécialisés dans les questions d'assurances sociales.

On nous permettra d'abord de reproduire une partie importante de l'ordre du jour, voté à l'unanimité, le 29 octobre 1919, par la Section belge de l'Association internationale pour la lutte contre le chômage; cette motion a été le point de départ de la nouvelle politique inaugurée en Belgique par MM. les Ministres Delacroix et Wauters, pour assurer les travailleurs contre les risques du chômage involontaire.

Voici ce document :

« Le Comité de la Section belge de l'Assemblée internationale pour la lutte contre le chômage.

» Revu ses études antérieures sur la question de l'assurance-chômage aboutissant aux propositions ainsi formulées dans le rapport spécial présenté en son nom par M. Léon Troclet à l'Assemblée générale internationale de Gand, en 1913 :

» 1° L'assurance-chômage doit, par obligation, être étendue progressivement à tous les risques constatés du chômage;

» 2° L'assurance-chômage doit être organisée sur la base professionnelle. Elle doit être, en vue du contrôle, en rapport intime avec l'organisation des Bourses du Travail;

» 3° Il faut utiliser et étendre les institutions existantes;

- » 4° Il faut garantir le libre choix de la caisse d'assurance à l'intéressé ;
- » 5° L'intervention des patrons et des pouvoirs publics doit venir s'ajouter à l'effort ouvrier.

» Revu les conclusions suivantes du rapport général présenté par M. Fuster à la dite Assemblée, et dont celle-ci a déclaré prendre acte :

» Des constatations faites par les rapporteurs, à la suite des expériences faites en Grande-Bretagne et ailleurs, on peut conclure que les esprits s'orientent :

» 1° vers l'obligation de l'assurance, du moins pour certaines professions, avec triple versement, (ouvriers, patrons, pouvoirs publics), obligation complétée par l'encouragement à l'assurance volontaire ;

» 2° vers la conception qui fait de la remise en travail la principale prestation de l'assurance-chômage et l'organisation du placement une condition indispensable de l'assurance ;

» 3° vers une organisation basée sur la coopération des associations professionnelles.

» Considérant que les circonstances créées par la guerre ont amené le Comité National de Secours et d'Alimentation et, après lui, le Gouvernement à organiser, par mesure d'intérêt public, un service provisoire d'indemnités à tous les chômeurs involontaires affiliés ou non à des groupements professionnels, en attendant le rétablissement de la situation normale ;

» Considérant que les caisses d'assurances-chômage établies dans leur sein par les groupements professionnels ne peuvent, avec leurs seules ressources, assurer une charge aussi lourde que celle constituée par le dit Service ;

» Considérant qu'il importe de mettre le plus tôt possible chaque travailleur du pays en situation de pouvoir profiter des bienfaits de l'assurance-chômage ;

» Émet le vœu de voir le Gouvernement poursuivre la prompte réalisation d'un service général et obligatoire d'assurance contre le chômage, en s'inspirant des principes énoncés ci-dessus,

» Et charge son Bureau d'entreprendre avec le concours de la Section compétente l'étude des systèmes en vigueur et l'élaboration d'un projet à proposer au Gouvernement. »

Il résulte de ce document que, bien avant la guerre, les organismes spécialisés dans l'étude de la question avaient déjà dégagé des réalisations et essais partiels si variés et si multiples, les principes directeurs d'une assurance rationnelle contre le risque du chômage involontaire.

La généralisation de l'assurance.

Théoriquement, la solution de cet important problème n'est donc pas neuve ; pratiquement, elle est singulièrement facilitée par la volonté d'organisation qui s'est emparée de la classe ouvrière depuis l'armistice.

En 1911, les syndicats ouvriers — tant socialistes que chrétiens, libéraux ou

neutres — comptaient environ 200,000 membres. Aujourd'hui cet effectif atteint presque un million.

En 1911, on ne comptait guère que 85,000 travailleurs assurés contre le chômage involontaire. En janvier 1922, le nombre en était de 762,505.

On peut dire aujourd'hui que plus des trois quarts des prolétaires industriels versent des cotisations pour se garantir contre les graves inconvénients du chômage involontaire.

L'obligation de l'assurance ne sera, en somme, que la consécration légale de la pratique, tout au moins en ce qui concerne les ouvriers d'élite. Quant aux imprévoyants, on leur rendra le plus grand service en les rappelant par la force obligatoire de la loi aux devoirs de la solidarité sociale.

Il ne sera peut-être pas sans intérêt de reproduire quelques opinions exprimées lors des débats qui ont eu lieu à ce sujet, en 1913, à la Section belge de l'Association internationale pour la lutte contre le chômage.

C'est d'abord M. Gaston Grégoire, actuellement gouverneur de la province de Liège, qui disait : « Pas plus que dans le domaine assurance-maladie, le régime de la liberté subsidiaire ne peut être considéré comme une solution idéale à laquelle nous devons nous arrêter. Il faut aller plus loin en cherchant à y substituer l'assurance obligatoire. »

M. Varlez, fondateur et secrétaire de l'Association internationale, aujourd'hui chef des Services du chômage et de l'émigration au Bureau international du Travail, marquait en réalité son accord en affirmant « que l'application faite en Belgique des Fonds de chômage est aussi complète que possible et qu'on peut considérer le premier but comme atteint ». Mais, ajoutait-il, « il paraît nécessaire de tenir compte des institutions existantes ».

« Le point de départ consistant à baser l'assurance-chômage sur les groupements professionnels est, disait encore M. Varlez, « un système sain qu'il convient de conserver. Pourtant, il faut s'occuper aussi des non-syndiqués; mais il faut le faire en étendant ce qui existe et non en visant à sa disparition ».

Puis M. Verwilghen, après avoir signalé la difficulté d'appliquer immédiatement l'assurance obligatoire aux travailleurs de hasard, n'appartenant pas à des métiers bien délimités, fixait définitivement sa pensée en concluant : « L'assurance-chômage organisée professionnellement sera généralisée obligatoirement, dans la mesure du possible, avec libre choix de l'institution par l'assuré. »

M. le professeur Brants, président, résumant la discussion, constata avec plaisir que les membres de la Section belge étaient d'accord.

De notre côté, nous avons pu exposer et résumer comme ceci la pensée directrice de la Section belge :

Généralisation de l'assurance-chômage sur la base professionnelle en utilisant les institutions déjà existantes : organisations syndicales et fonds de chômage.

Si l'on observe que la base professionnelle que nous envisageons est formée par les syndicats nationaux d'industrie, tels qu'ils fonctionnent maintenant presque tous en Belgique, on comprendra de suite l'économie de notre proposition de loi.

Base professionnelle et syndicale de l'assurance-chômage.

Nous disons tout d'abord que *l'assurance-chômage doit être professionnelle.*

Cela ne veut pas dire d'une façon absolue que d'autres groupements ne peuvent point être tentés. Cela ne veut pas dire non plus que l'idéal ne serait point de considérer toute la nation comme une immense famille organisant une grande caisse d'État dans laquelle tous les risques pourraient être fondus.

Mais, dans l'état actuel des choses, une caisse interprofessionnelle d'assurance-chômage n'a pas beaucoup de chances de réussite; quant à une vaste caisse d'assurance-chômage englobant obligatoirement, sans distinction ni exception, tous les travailleurs belges, il ne faut point y songer.

Si nous affirmons qu'une caisse interprofessionnelle aurait peu de chances de réussite, c'est que l'expérience a prononcé. Il n'est pas à notre connaissance que les ouvriers aient tenté d'en constituer beaucoup. Aucun pays n'est arrivé jusque maintenant à obtenir un résultat vraiment sérieux et durable en groupant des travailleurs d'industries trop diverses.

L'État de Saint-Gall avait, en 1895, organisé l'assurance générale contre le chômage. La difficulté de calculer la prime d'assurance pour les risques de professions différentes a été une des causes principales de l'échec de cette expérience.

Dans l'état actuel des choses et des esprits, vouloir organiser des caisses groupant des ouvriers de plusieurs industries, dont le risque chômage est si différent, serait méconnaître des expériences qui n'ont point réussi. Il arrive parfois que, même dans une industrie déterminée, le chômage est bien différent d'une région à l'autre. A plus forte raison, lorsqu'il s'agit d'industries qui ne sont pas similaires. L'amalgame de plusieurs grandes professions industrielles ne ferait qu'ajouter une difficulté de plus à la solution du problème du chômage involontaire.

La technique qui s'impose en matière d'assurance, est de sérier les assurés d'après l'importance du risque.

Indépendamment des raisons statistiques, des raisons psychologiques plaident encore en faveur de l'assurance-chômage sur la base professionnelle.

En effet, pour fixer la prime d'assurance avec chance de la voir payer par l'ouvrier sans trop de répugnance, il faut qu'elle corresponde à une nécessité reconnue par l'assuré. Celui-ci, même dans l'œuvre de solidarité que constitue l'assurance, conservera longtemps encore la mentalité courante de ramener tout à son propre cas.

Qui donc plus sûrement que les travailleurs d'une industrie déterminée connaît les risques du métier?

Ne constatons-nous pas aussi que les organisations ouvrières modifient chaque jour, d'après l'expérience acquise, le taux des cotisations, celui des indemnités ainsi que la durée du délai de carence et le nombre de jours indemnifiables?

Si l'on veut généraliser l'assurance-chômage, on pourra peut-être solidariser tous les métiers dans une certaine mesure; mais il faut que cette mesure soit

faible, car il y aurait grand danger, au début d'une pareille expérience, à vouloir aller trop loin dans cette voie. Nous croyons, avec tous les spécialistes, que les chances de réussite sont en proportion de l'importance que l'assurance générale obligatoire donnera à la base professionnelle.

Utilisation des organismes existants.

Si l'on est convaincu qu'il faut nécessairement calculer la prime sur les risques de chômage inhérents à chaque industrie, on admettra facilement que le point de départ de toute assurance sérieuse doit être l'union professionnelle.

C'est « *un système sain* », a dit M. Varlez, qu'il convient de conserver ».

Pour plusieurs raisons, la Section belge de l'Association internationale pour la lutte contre le chômage et les organisations syndicales ont toujours partagé cet avis ⁽¹⁾.

Reconnaissons d'abord que les travailleurs ont droit à la confiance des pouvoirs publics en cette matière, car, dans tous les pays, les premières caisses d'assurance contre le chômage involontaire ont été organisées par les syndicats ouvriers. De ce fait ils ont acquis une expérience qu'il serait difficile de dépasser, sans compter qu'il y aurait injustice à leur enlever la direction d'un service qu'ils ont établi après tant de recherches, de tâtonnements et d'efforts, de prévoyance et de persévérance, malgré les nombreuses difficultés rencontrées en cours de route.

D'ailleurs, n'est-ce point un principe d'éducation, aujourd'hui admis par tous, qu'il faut toujours aller du connu à l'inconnu? Les ouvriers, même non assurés, savent déjà, en grande partie, comment fonctionnent dans les groupements professionnels les services d'assurances. Donc, au point de vue de l'initiation des assurés éventuels, les caisses de chômage créées au sein des chambres syndicales ouvrières, seront de la plus grande utilité en cas de généralisation de l'assurance. Mais si importante soit-elle, cette raison de faire une large place aux unions professionnelles dans le fonctionnement national de l'assurance obligatoire contre le chômage involontaire, n'est pas la seule.

Caractère organique du contrôle.

Tous ceux qui se sont occupés d'œuvres ouvrières savent avec quel soin jaloux les affiliés d'une caisse mutuelle contrôlent les bénéficiaires des indemnités. La surveillance des indemnités se fait en quelque sorte automatiquement, surtout lorsque la société ne compte que des travailleurs de la même industrie. En outre, tous les membres de la caisse ont intérêt à procurer au plus tôt du travail au chômeur.

(1) Il va de soi que, suivant la prescription inscrite dans les règlements de tous les Fonds de chômage, la comptabilité de la caisse de chômage doit être entièrement distincte de celle des autres services de l'association professionnelle. Cette obligation est nettement spécifiée dans le premier paragraphe de l'article 25 de notre proposition de loi.

Le contrôle des indemnisés s'exerçant par le trésorier, par le sectionnaire, par les camarades d'atelier est non seulement beaucoup plus sûr, mais encore il est fait presque gratuitement.

Une surveillance organisée exclusivement par l'État, dans le cas d'une caisse unique d'assurance nationale, serait moins bien effectuée et coûterait considérablement plus cher.

Donc, si la Société — pouvoirs publics, patrons et ouvriers — veut couvrir tous les risques sans exception du chômage involontaire, les unions professionnelles rendront de réels services dont il faudra leur tenir compte; il sera de bonne justice et d'intérêt pratique de leur assurer des avantages compensatoires à l'aide qu'ils apporteront à l'œuvre commune et en proportion des services qu'ils rendront. Il y aura lieu de ce chef d'ajouter à ce qui sera légitimement dû aux organisations syndicales, des subventions spéciales pour travail administratif afin de les dédommager et de les encourager.

Les bases syndicales de l'assurance chômage à l'étranger.

Partout, en Hollande, en Angleterre, en France, en Italie, en Espagne, en Finlande, en Norvège et dans certains cantons de la Suisse, ce qui a été fait de sérieux et de durable s'appuie sur les organisations syndicales ouvrières.

Au Danemark, l'État et les communes s'en rapportent, en fait, aux syndicats ouvriers pour organiser l'assurance. Chaque caisse de chômage ayant au moins mille membres peut obtenir la reconnaissance de l'État et recevoir des subsides publics.

Ces subsides comprennent des subventions *obligatoires* de l'État et des subventions *facultatives* des communes. Ces dernières représentent au *maximum* le tiers des cotisations des membres, et celles de l'État la moitié du produit cumulé des cotisations et des subsides communaux. Il a été question de ne plus compter les subventions communales pour établir la part de l'État qui se bornerait ainsi à allouer aux caisses 50 % des versements des membres.

Notre système est donc assez rapproché du système danois. Mais nous pensons ne point trop nous aventurer en considérant ce que nous proposons comme un régime supérieur, plus complet et plus souple. C'est le principe de l'organisation belge actuelle de l'assurance-chômage que nous voudrions coordonner, développer et compléter.

La stabilité des caisses.

Parmi les conditions essentielles qui peuvent assurer la réussite de l'œuvre, signalons l'autonomie des caisses et les fortes cotisations.

Les caisses créées par les patrons seront toujours suspectes aux travailleurs.

Pour les ouvriers, la nécessité de l'*indépendance des organisations syndicales* à l'égard de l'employeur ne peut être mise en doute. Cette indépendance est la condition *sine qua non*, la base la plus solide de l'existence des groupements syndicaux.

Du moment que nous appuyons l'assurance-chômage sur la prévoyance des travailleurs, nous devons souhaiter et favoriser la continuation de l'effort ouvrier ; nous ne devons rien faire qui puisse psychologiquement détacher l'assuré de son organisation. Sans vouloir entrer dans d'autres considérations générales, celles que nous invoquons ici du seul point de vue de la prévoyance, suffisent pour ne point nous faire admettre l'agrégation de tout organisme où les travailleurs resteraient placés au sein de la caisse d'assurance sous l'autorité directe ou indirecte des employeurs. A côté de ces raisons psychologiques et sociales, d'autres nous font repousser les caisses de chômage ouvertes aux seuls salariés d'une usine, d'un atelier, d'un bureau ou d'un chantier déterminé. L'expérience nous a démontré que, dans ce cas, le patron, ayant la main haute sur la caisse, en profitait parfois pour faire chômer ses ouvriers, écouler à l'aise ses stocks et, au détriment de la prospérité nationale, se décharger en partie de ses devoirs de patron producteur sur les caisses de chômage et les pouvoirs publics.

D'autre part, *la loi des grands nombres* a toujours régi toutes les assurances. En répartissant les risques sur une grande quantité d'assurés, on assure la *stabilité* de l'institution. C'est pour atteindre le même but que nous imposons aux caisses — sauf dans des cas spéciaux — un nombre d'au moins 1,000 assurés pour être agréées.

C'est encore pour obtenir une stabilité absolue des caisses de chômage que l'article 12 fixe la quotité de cotisation en proportion du risque à couvrir et de l'indemnité prévue dans les statuts des associations. Comme les subventions des pouvoirs publics et des patrons sont proportionnelles aux versements des ouvriers, le système incite ceux-ci à verser de très fortes cotisations. Le mécanisme en est donc inspiré des lois de l'assurance et de la prévoyance bien comprises.

Le contrôle des pouvoirs publics. — Les fonds intercommunaux de chômage involontaire.

Si, après avoir pris toutes les précautions d'ordre technique que nous venons de rappeler, nous confions aux organisations syndicales ouvrières le soin d'assurer leurs membres contre le chômage involontaire, nous entendons que le contrôle des pouvoirs subsidiaires soit possible et, mieux, qu'il soit complet, permanent et efficace. D'ailleurs, les syndicats de toutes les opinions sont d'accord pour admettre, voire même solliciter ce contrôle, à condition évidemment qu'il ne soit point tâtillon, mais correct, discret, sérieux, impartial.

Les Fonds intercommunaux de chômage offrent à cet égard des garanties d'équité qui les ont fait admettre tant par les assurés que par les pouvoirs publics. Nous proposons, d'ailleurs, de les composer de façon à conférer le maximum de confiance à des délégués de l'État, de la province, des communes, des organisations syndicales et à des hommes-d'œuvres formant ensemble un collège qui donne toutes garanties.

Dans notre pensée les Fonds intercommunaux ont à remplir, à la fois, une mission d'éducation et de contrôle vis-à-vis des caisses primaires. Ils servent

d'intermédiaire entre les pouvoirs subsidants et les organisations subventionnées. Ils donnent leur avis sur tous les cas d'espèce et suggèrent des solutions générales au Gouvernement, aux provinces, aux communes et aux caisses. D'accord avec les pouvoirs publics locaux et en conformité des règlements d'État, ils prennent toutes les mesures de réalisation pratique tant au point de vue de l'agrégation des caisses primaires que du fonctionnement et du contrôle du service d'assurance. Ils vérifient tous les documents qui leur sont remis spécialement au point de vue des recettes et des dépenses. Ils veillent à procurer au Fonds les sommes nécessaires pour le paiement des subventions aux caisses.

Le contrôle fait sur place par des spécialistes est évidemment le plus efficace de tous. Mais si le Gouvernement qui, dans notre proposition, intervient régulièrement par le versement des subsides, le juge opportun, ses contrôleurs et ses inspecteurs peuvent encore se livrer à des investigations complémentaires.

D'autre part, la Commission spéciale, créée en vertu de l'article 46, constitue une juridiction d'appel au sujet de l'agrégation des caisses et le Fonds national de réassurance est administré par un comité composé de trois ouvriers, trois patrons et trois délégués du Gouvernement. Ces deux commissions nationales offrent donc aussi toutes les garanties d'impartialité désirables.

En réalité, le contrôle se fait à tous les paliers : Au sein de l'organisation syndicale, les membres ont intérêt à ne pas verser d'indemnités à des fraudeurs. Au Fonds intercommunal de chômage, organisations concurrentes et pouvoirs subsidants veillent à l'emploi judicieux des cotisations et des subventions. Enfin l'État, dont la mission essentielle est de sauvegarder l'ordre et l'intérêt général, exerce un dernier contrôle par ses agents directs.

Quant aux sanctions, les Fonds de chômage, l'État, les provinces et les communes possèdent la principale et la plus rapide : le retrait des subsides.

Les esprits les plus défiants et les citoyens les plus méticuleux peuvent donc avoir pleine et entière confiance.

Obligation et libre choix pour l'assuré.

Nous garantissons aux assurés la liberté absolue de choisir la caisse d'assurance-chômage qui aura leur préférence.

En Belgique, cette liberté est d'autant plus nécessaire qu'elle correspond à la mentalité du pays et qu'elle répond à une situation de fait.

En effet, sans compter les unions professionnelles neutres, les catholiques, les libéraux, les socialistes, les démocrates chrétiens ont constitué de nombreux syndicats.

Pour permettre à tous de profiter d'une loi d'assurance-chômage, il faut déjà, de ce fait, accorder le libre choix à chacun. La modalité de mutation prescrite dans notre proposition est en vigueur dans les sociétés de secours mutuels. Des arrêtés royaux adaptés aux circonstances et à la matière du chômage pourraient également intervenir à ce sujet. Mais puisqu'il s'agit, dans notre pensée, de rendre l'assurance obligatoire, il est évident que la liberté de choisir s'impose impérieusement.

D'ailleurs cette liberté serait plus grande encore puisque nous envisageons l'éventualité de caisses officielles gérées par les Fonds intercommunaux de chômage affiliant les assurés isolés.

Les grandes lignes du système d'assurance-chômage obligatoire que nous présentons se retrouvent, d'ailleurs, dans le projet de loi que le Gouvernement belge a déposé le 13 mai 1912 dans le but d'organiser l'assurance-maladie-invalidité.

En effet, d'après ce projet, les caisses mutuelles reçoivent des subventions proportionnées au total des cotisations des membres effectifs; et des caisses spéciales et régionales dirigées par les pouvoirs publics recueilleront obligatoirement les non-affiliés aux mutualités libres.

Quant au principe de l'obligation, en matière d'assurance, il est aujourd'hui reconnu partout. Malgré de multiples et sérieux encouragements, l'expérience a démontré que la prévoyance n'est encore que le fait d'une élite; on ne conteste plus aujourd'hui que l'intérêt social commande de ne point abandonner les imprévoyants ni les déshérités qui, bien souvent, ne pourraient guère pratiquer l'assurance libre.

En matière de chômage surtout, cette vérité est éclatante. N'avons-nous point constaté, au début de ce travail, que beaucoup d'ouvriers ne sont pas encore assurés contre le chômage involontaire?

De plus, l'assurance facultative peut entraîner de singuliers abus. En effet, le rapport pour 1911 de la caisse d'État de Bâle-Ville nous apprend que certains travailleurs furent, en cas de manque de travail, congédiés avant d'autres sous le prétexte qu'ils étaient assurés contre le chômage. L'obligation et l'intervention patronale remédieraient à ce genre d'abus si regrettable.

L'intervention pécuniaire des patrons.

Du moment qu'il s'est agi de garantir les risques d'invalidité, d'accidents et de vieillesse, on a souvent rencontré la presque unanimité pour reconnaître qu'à côté de l'intervention pécuniaire des pouvoirs publics et des ouvriers, il fallait réclamer l'aide financière du patronat.

Le projet du Gouvernement belge sur l'assurance maladie et invalidité, dont nous venons de parler, impose une cotisation aux patrons en vue de constituer des retraites de vieillesse et d'invalidité aux ouvriers. Ce principe intervient aussi pour l'assurance maladie.

La loi belge sur les accidents du travail établit un forfait en mettant, en cas d'incapacité de l'ouvrier, la moitié du salaire à charge du chef d'entreprise.

Si les risques maladie, invalidité et accidents sont considérés par l'État comme étant en partie des risques industriels, à plus forte raison le risque-chômage doit-il incomber en très grande partie à l'employeur.

M. B. Seebohm Rowntree, directeur des établissements « Rowntree and Co Ltd et Confectionery Ingredients Ltd », va jusqu'à défendre la thèse que seul le patron devrait supporter les charges du chômage — « Toutefois au point de vue psycho-

logique, dit-il, il est bon que les ouvriers considèrent l'ensemble de ces mesures comme le résultat d'une collaboration entre le capital et le travail, et par conséquent qu'ils supportent personnellement une partie des dépenses. En fait, il importe peu de savoir, si, à l'origine, les frais incombent au patron, ou seront partagés entre le patron et l'ouvrier, car, au bout de peu de temps, par le jeu des forces économiques, la dépense incombera à celle des deux parties qui, à ce moment, se trouvera la plus faible au point de vue économique. »

Nous ajouterons que, sans effort de sa part, la classe ouvrière ne pourra jamais ni s'élever, ni s'émanciper.

Mais, si l'accident et l'invalidité apparaissent comme la conséquence inévitable de l'exploitation industrielle, les journées de chômage que l'ouvrier doit subir sont bien plus encore dues au fait de l'organisation du travail.

Dans ces conditions, il est de stricte équité qu'une partie du risque soit couvert par l'employeur.

Pendant les années de crise industrielle, les ouvriers sont fortement atteints par la dépression économique. N'est-il pas juste que les sacrifices de cotisations que l'assurance-chômage leur impose pendant les bonnes années, soient également demandés aux bilans des entreprises industrielles pendant les périodes de prospérité commerciale?

C'est en quelque sorte un amortissement préalable et permanent de la force, de la capacité et du désir de travail des salariés.

La base financière de l'assurance.

CAISSES PRIMAIRES ET FONDS NATIONAL DE RÉASSURANCE.

Dans la proposition que nous avons l'honneur de présenter, nous tenons largement compte des observations de l'économiste M. Rowntree en ce sens que le point d'appui du système repose sur l'effort ouvrier. Pour chaque franc versé par l'assuré, le Gouvernement verse 75 centimes et les patrons 75 centimes.

De ces divers versements la caisse primaire reçoit un franc de l'assuré et 50 centimes de l'État. Avec cette somme la caisse primaire doit assurer des indemnités de chômage pendant cinquante jours dans les industries non atteintes par le chômage saisonnier et pendant trente jours dans les autres industries.

Mais, sur les indemnités réglementaires payées aux assurés, des ristournes seront faites aux caisses par le Fonds de chômage pour le compte de la province à concurrence de 20 % et pour le compte des communes ressortissant à un même Fonds de chômage, collectivement à concurrence de 20 %. Pour assurer la stabilité des caisses autant que pour éviter des abus, ces ristournes ne seront pas allouées sur des bases supérieures aux chiffres fixés à l'article 13, savoir : 5 francs pour l'assuré, fr. 1.50 pour la femme, 1 franc pour les enfants âgés de moins de 14 ans.

Quand les ressources des caisses primaires sont épuisées ou que les assurés ont épuisé leurs indemnités statutaires, ils tombent à charge du Fonds national de réassurance. C'est là surtout que l'intervention patronale devient effective.

En effet, les 75 centimes par franc versés par les patrons forment une des ressources principales de ce Fonds.

Néanmoins, afin de les intéresser à la réassurance, le projet fait intervenir aussi les caisses primaires en faveur du Fonds National, à raison de 5 % des cotisations ouvrières subsidiables. Comme le Fonds de réassurance ne jouera que dans des moments de fort chômage, la crise prenant alors un caractère plus général, toutes les institutions doivent participer aux dépenses; c'est pourquoi les provinces et les communes sont encore appelées à faire des ristournes aux caisses. Mais au lieu qu'elles allouent 20 %, sur les indemnités payées par les caisses primaires, elles ne verseront plus que 5 % sur les indemnités payées par le Fonds National. Cela ne veut pas dire que le budget provincial et le budget communal se trouveront dégrevés de ce fait, car, en général, le nombre plus grand des indemnisés compensera largement la diminution du pourcentage d'intervention.

Ce mécanisme, en régularisant en quelque sorte automatiquement les crédits demandés aux pouvoirs locaux et régionaux, offrira de grands avantages d'ordre budgétaire qu'apprécieront surtout les administrateurs communaux et provinciaux.

Cette intervention des pouvoirs locaux dans les versements faits, tant par les caisses primaires que par les Fonds de réassurance, offre aussi un grand intérêt au point de vue du contrôle. Les administrateurs locaux, plus près des centres de chômage que les organismes nationaux, sont bien mieux à même de se rendre compte, rien qu'à l'énoncé d'un chiffre, des nécessités financières réelles des caisses d'assurances.

Nous avons dit qu'à côté des cotisations patronales et des remboursements des provinces et des communes, les organisations syndicales interviennent dans les ressources versées au Fonds national de réassurance contre le chômage involontaire. Si les communes, les provinces et les syndicats qui interviennent déjà fortement dans les dépenses des caisses primaires, interviennent encore en cas de chômage généralisé, il est naturel que l'État, qui représente la collectivité nationale, intervienne plus largement pour parer aux conséquences d'une pareille calamité. Comme l'État d'Égypte au temps des Pharaons, il doit constituer des réserves pendant les années grasses en vue des années maigres. C'est pourquoi notre proposition impose à l'État l'obligation de verser chaque année au Fonds national de réassurance 25 % du total des cotisations subsidiables des salariés.

Principes directeurs.

Le système économique de notre proposition repose donc sur quelques principes bien clairs. Les ouvriers versent, quand ils ont du travail, une cotisation répondant à des indemnités de chômage qu'ils établissent d'après des règles fixées rationnellement par la loi et les organismes qu'elle crée. L'État et les patrons versent aussi une cotisation. Les versements de ceux-ci étant proportionnés et conditionnés par ceux des assurés, les ouvriers ont intérêt à faire l'effort le plus

grand possible de cotisations. Les fortes cotisations et l'autonomie assurent la stabilité des caisses d'assurance et développent chez les travailleurs l'esprit de sacrifice momentané que nécessite toujours la saine pratique de la prévoyance. Les provinces et les communes apportent leur quote-part d'après l'indemnité versée. Plus près des assurés, les pouvoirs locaux sont à même d'agir avec sollicitude et efficacité, tant au point de vue matériel qu'au point de vue moral.

La participation pécuniaire de chacun — pouvoirs publics, ouvriers, patrons — se trouve ainsi parfaitement dosée. L'assurance-chômage puise donc ses ressources dans les différents champs de l'activité et de la vie nationale.

Le poids des cotisations et des efforts financiers est d'autant plus aisé à supporter qu'il repose sur la capacité de contribution de tous et qu'il fait la juste part de chacun.

D'autre part, en faisant confiance aux organisations ouvrières et en les élevant au rang d'organes essentiels d'un grand service public d'assurance, nous les transformons en auxiliaires utiles des pouvoirs publics. Nous les intéressons à la bonne marche de la vie administrative du pays. De leur côté, les Unions syndicales et professionnelles ne se voyant plus méconnues, se sentant aidées, guidées, soutenues, protégées, *mais libres et indépendantes*, seront reconnaissantes au pays. De bons rapports naîtront de cette collaboration constante et la nation tout entière y trouvera avantage.

Évaluation approximative du risque-chômage.

Il ne faut pas se dissimuler que l'assurance-chômage coûtera beaucoup d'argent à tous les pouvoirs publics, surtout à l'État. Néanmoins le fonctionnement du système permettra au Gouvernement de dépenser une somme beaucoup moindre qu'aujourd'hui. L'accumulation des réserves formées par les versements des ouvriers et des patrons, et les interventions communales et provinciales diminueront d'autant les charges de l'État en cas de crise prolongée du chômage.

D'après un calcul que nous avons établi en 1913 à l'aide de documents officiels, nous évaluons à environ six millions le nombre de journées à indemniser chaque année pendant les périodes industrielles normales. Nous écrivions alors : « Que demain surgisse une forte dépression économique, c'est par trois, par quatre, peut-être par cinq qu'il faudrait multiplier le nombre des journées indemnisées ». Une statistique que le Gouvernement a communiquée au Parlement porte qu'en 1921, qui fut une année de grande crise, le nombre de jours de chômage a été en Belgique de 24,169,899 $\frac{1}{2}$, ce qui correspondrait à quatre fois au moins le chiffre des années normales.

La légende des sept vaches grasses et des sept vaches maigres pourrait, jusqu'à un certain point, s'appliquer à la vie industrielle où les périodes d'abondance alternent avec les crises de production. C'est pourquoi, il faudra un certain temps avant de pouvoir établir de façon rationnelle et assez précise l'étendue du risque-chômage à couvrir.

Avant la guerre, la périodicité des crises économiques oscillait entre six et dix ans; c'est donc au moins vingt-cinq années d'expérience pratique qui, seules,

pourraient donner des chiffres permettant d'établir l'assurance-chômage d'après des éléments positifs de statistique.

Mais notre projet repose sur des données précises qui nous permettent de supputer avec une exactitude assez grande les conséquences à en résulter pour les pouvoirs subsidiaires.

En évaluant à 4 million le nombre des assurés et à 55 centimes par semaine ou fr. 28.60 par année la cotisation moyenne, le montant des cotisations obligatoires atteindra 28,600,000 francs pour l'exercice entier. Supposons que l'assurance facultative des femmes et des enfants représente au début 25 % de cette quotité, il faudra y ajouter le quart ou 7,150,000 francs. Nous obtiendrons ainsi une base subsidiable de 36 millions de francs par an, approximativement, correspondant à :

Subsides de l'État (75 %) = 27,000,000 de francs.

Versements des patrons (75 %) = 27,000,000 de francs.

Ces trois sommes cumulées donnent un ensemble fixe de ressources de 90 millions de francs par an.

Les provinces et les communes doivent intervenir à leur tour d'après la base « indemnités » qui n'est plus fixe comme la base « cotisations » mais variable suivant les circonstances. L'évaluation de leurs charges apparaît donc plus difficile. On peut cependant chercher à en déterminer la moyenne calculée sur une période de quelques années.

Si les cotisations ont été bien établies en fonction des risques à couvrir, leur produit augmenté des subsides doit correspondre approximativement au montant des indemnités.

En se rapportant au tableau qui est imprimé à la page 19, on constatera :

- 1° Que les Caisses primaires disposent de 145 % des cotisations des assurés;
- 2° Que le Fonds national dispose de 105 % des cotisations des assurés.

Si nous tablons sur ces données, après en avoir réduit 5 % pour frais d'administration, nous obtenons :

	CAISSES PRIMAIRES 140 % de 36,000,000 ou 50,000,000	FONDS NATIONAL 100 % ou 36,000,000
Provinces. . .	20 % = 10,000,000	5 % = 1,800,000
Communes . . .	20 % = 10,000,000	5 % = 1,800,000
ENSEMBLE. . . fr.	20,000,000	3,600,000

Suivant les résultats fournis par l'expérience des premières années, les taux des cotisations pourront être révisés ainsi qu'il est prévu à l'article 12 de notre projet. Et leur relèvement ou leur abaissement entraînera une augmentation ou un dégrèvement correspondant pour les divers participants.

Les bénéficiaires de l'assurance-chômage.

Notre intention était de rendre obligatoire l'assurance-chômage pour tous les salariés sans distinction. Mais voulant aboutir vite, nous avons préféré ne point compliquer la question. Le fait que nous englobons, dès le premier jour, tous les ouvriers et employés de l'industrie et du commerce ainsi que tous les travailleurs de l'État des provinces, et des communes non pourvus d'une nomination définitive, nous a paru suffisant. Ce sont d'ailleurs les plus nombreux et les mieux organisés. L'assurance est ainsi rendue obligatoire pour au moins un million de salariés.

Quant aux employés des professions libérales, aux travailleurs des services publics pourvus d'une nomination définitive, aux ouvriers agricoles, aux domestiques « attachés à la personne du maître », ils ne sont pas exclus des avantages de la présente loi puisqu'il leur suffit de faire partie d'une caisse de chômage pour obtenir les interventions pécuniaires, de l'État, des patrons, des provinces et des communes.

Les clercs de notaires, d'huissiers, d'avocats, les aides-pharmaciens peuvent s'affilier aux syndicats d'employés.

Les ouvriers agricoles commencent à s'organiser et, s'ils créent des caisses, ils obtiendront aussi les avantages prévus par l'assurance-chômage.

Les domestiques et les servantes sont déjà groupés dans certains pays. Il en sera un jour de même en Belgique.

Il est à noter que l'assurance est obligatoire pour toutes les personnes occupées dans les cafés, restaurants et hôtels, puisqu'elles sont employées dans des entreprises commerciales.

D'autre part, les salariés pour qui l'assurance n'est pas obligatoire, ont tous la faculté d'entrer dans les caisses interprofessionnelles et officielles gérées par les Fonds des chômages, conformément au paragraphe *b* de l'article 6.

En ce qui concerne l'obligation, nous ne l'imposons pas non plus aux salariés ayant un traitement ou un salaire brut — indemnités diverses non comprises — supérieur à 12,000 francs par an. Néanmoins un simple arrêté royal pourra modifier cette limite si des circonstances exceptionnelles le réclamaient.

Les travailleurs de l'État, des provinces et des communes, non pourvus d'une nomination définitive, sont tenus de s'assurer. Pour les autres, la stabilité de leur emploi permet de laisser l'assurance facultative.

La remise en travail des chômeurs.

Au sujet de la remise en travail des ouvriers chômeurs, nous faisons confiance aux travailleurs et à leur organisation syndicale. En général, les syndicats des typographes opèrent eux-mêmes le placement de leurs membres. Les puissants groupements professionnels de Verviers font de même. D'autres encore. En conscience, nous pensons que c'est une forme excellente du placement et qu'en tous cas, il y aurait danger à vouloir la combattre.

Personne mieux que le groupement professionnel dont il fait partie, n'est à

même de renseigner le chômeur sur les places vacantes. Le sentiment commun à tous les assurés de ne point favoriser des habitués du chômage, l'intérêt qu'ils ont de ne point voir épuiser la caisse créent une émulation puissante entre les dirigeants et les membres du syndicat pour procurer de la besogne aux indemnisés.

Les organisations syndicales, si elles veulent faire respecter le tarif des salaires admis par les Commissions paritaires, auront toujours intérêt à contrôler le placement des ouvriers de leur industrie. Rien ne doit donc être fait qui serait de nature à contrarier l'évolution syndicale vers l'établissement des contrats collectifs du travail.

Mais, fidèle à la méthode de perfectionnement graduel des formes de la vie industrielle et respectueux de la volonté des organisations ouvrières intéressées, nous laissons aux caisses d'assurances la liberté de confier le contrôle de leurs membres chômeurs à la Bourse officielle du Travail de la région lorsqu'elles préféreront agir de la sorte.

Ici, comme dans les autres parties de notre proposition, nous organisons, si l'on peut dire, *l'obligation dans la liberté*.

D'ailleurs, nous pensons que le rôle des bourses du travail n'a pas encore été suffisamment déterminé pour qu'on puisse incorporer définitivement leur statut dans une loi d'assurance contre le chômage.

Malgré des apparences contraires, les deux questions sont d'ordre très différent. Les bourses du travail sont en pleine évolution. Selon la région, elles perdent ou gagnent de l'importance. Dans les grandes villes, elles étendent leur champ d'action; dans les petites cités, leur action tend plutôt à se restreindre. Certains Fonds de chômage comptent principalement sur elles pour démêler tout ce qui a trait aux conditions du contrat du travail. Personnellement, cette méthode nous paraît excellente. Mais pourrait-on l'imposer partout? Nous ne le croyons pas.

Tant que la loi n'aura pas spécifié la mission exacte des bourses du travail, il ne peut être question de faire obligation aux travailleurs de recourir à leurs offices. En laissant la liberté aux organisations syndicales, l'expérience nous dira plus tard ce qu'il faut faire à ce sujet. L'organisation du marché du travail est une *réforme* sociale encore imprécise tandis que l'*assurance* contre le chômage involontaire fonctionne déjà aujourd'hui sur un plan très bien déterminé. On est ici dans un domaine positif parfaitement connu. Restons-en là pour aujourd'hui et ne mêlons pas prématurément deux questions d'ordre différent.

D'ailleurs, en ce qui concerne le contrôle, nous l'avons déjà dit, les caisses, les Fonds de chômage, l'État, voire les communes et les provinces, possèdent des moyens de contrôle et d'inspection qui ne laissent point de place pour la fraude. Des cas isolés seuls pourraient encore subsister. D'autre part, l'indemnité prévue étant en général à peine la moitié du salaire, l'ouvrier aura toujours intérêt à chercher du travail.

Du lock-out indemnisable.

On aura remarqué que notre définition exclut le chômage dû à la grève, mais que nous n'avons rien dit du chômage dû au lock-out.

Le lock-out ne doit pas être envisagé ici, disent certains, car c'est une phase de la lutte entre le patron et l'ouvrier. Cela est vrai. Mais, en admettant par hypothèse même le cas de légitimité du lock-out, est-il admissible de condamner à la faim des milliers de chômeurs pour sauvegarder l'intérêt de quelques patrons, sans que les pouvoirs publics interviennent? Là où l'assurance ne s'exercera pas, il faudra souvent que la bienfaisance publique y supplée. Dans ces conditions, ne vaut-il pas mieux essayer de trouver une combinaison qui sauvegardera le trésor de dignité qui est au fond du cœur de l'ouvrier prévoyant?

Peut-on souhaiter le prolongement d'un lock-out qui, contre la volonté de l'ouvrier, l'empêche de mettre en valeur sa force de travail? Le chômage n'est-il pas là « dû à une cause indépendante de la volonté de l'ouvrier »!

Néanmoins, d'après notre proposition, il n'est pas fatalement indemnisé par le Fonds national de réassurance. Il ne l'est même pas pendant la durée des travaux du Comité d'arbitrage ou de conciliation des deux parties. Mais si les patrons refusent de soumettre le différend à la conciliation ou à l'arbitrage, les ouvriers se trouvent en droit de réclamer le bénéfice des indemnités du Fonds de réassurance. Le système que nous insérons dans la loi est en réalité celui introduit par M. le Ministre Wauters et le Gouvernement dit « d'Union sacrée », au lendemain de l'armistice et qui a donné de très bons résultats. S'il est entendu que les indemnités de chômage ne peuvent être cumulées avec les indemnités de résistance, on peut être certain que les ouvriers n'en abuseront pas. En pratique, il se passe souvent plusieurs semaines avant qu'il soit recouru à l'arbitrage ou à la conciliation. Et ce n'est qu'à partir du moment où les assurés, en demandant la conciliation, ont déjà virtuellement fait des concessions, que la caisse de réassurance interviendra. Il ne s'agit donc pas de supprimer la lutte résultant fatalement des antagonismes d'intérêt, mais de lui donner une forme plus sociale, plus civilisée, plus conforme à l'intérêt général de la nation. Notre interprétation du chômage involontaire est une transaction entre le principe absolu de la définition qui vise la privation de travail pour une cause indépendante de la volonté de l'ouvrier et la conception cruelle qui veut imposer la volonté d'une minorité à une majorité en allant jusqu'à la réduction des travailleurs par la famine.

En cette matière même, notre proposition est donc extrêmement modérée, car elle ne proscriit pas l'action du patron lock-outeur; elle tend seulement à la subordonner à certaines garanties de conciliation et d'humanité.

C'est un appel à l'esprit de prévoyance.

Nous avons rencontré les principales questions se rattachant au fonctionnement de l'assurance-chômage et aux principes directeurs qui inspirent notre proposition. Il en est une série d'ordre secondaire qui devront être tranchées après examen approfondi de la Section centrale, à laquelle il appartiendra encore de régler d'autres détails. C'est ainsi que le calcul de l'indemnité prévue au deuxième paragraphe de l'article 19 visant le chômage intermittent pourrait peut-être, dans certaines régions, être réglementé de façon à compter les jours de travail et les jours de chômage sur deux semaines au lieu de les compter sur une seule.

Il est également certain que les règlements concernant les mutations devront aussi être examinés de très près.

Mais ces points secondaires mis à part, nous pensons que la structure de notre proposition est solide et nous comptons que nos collègues voudront bien y consacrer toute leur attention.

Nous avons voulu assurer aux travailleurs du pain pour les jours sombres du chômage en faisant appel à leur esprit de prévoyance. Pour le chômage prolongé nous avons demandé à l'État et aux employeurs surtout de pourvoir aux besoins des sans-travail.

Nous avons essayé de normaliser autant que possible les cotisations des ouvriers et des patrons, les dépenses de l'État, des provinces et des communes de façon à former des réserves pendant les bonnes années afin de faire face aux nécessités impérieuses des mauvais jours. Nous nous sommes attaché à assurer l'autonomie et la liberté de tous, des ouvriers surtout qui en ont le plus besoin.

Notre système est construit en tenant compte à la fois des expériences faites à l'étranger et en Belgique. Il s'inspire de divers projets et lois de notre pays. Il prend ses organes de fonctionnement parmi les institutions existant en Belgique, ayant fait leurs preuves et donné des résultats positifs et certains.

De plus, notre système est imprégné de l'esprit d'association et du sens pratique qui caractérisent tout spécialement les Belges, qu'ils soient de Bruxelles, de Flandre ou de Wallonie.

La construction d'un vaste édifice.

Le Traité de Versailles a mis la question de l'assurance contre le chômage à l'étude du Bureau International du Travail.

La délégation belge à la Conférence de Washington était composée comme suit :

Délégués du Gouvernement : MM. Michel Levie, Ministre d'État, président de la délégation, et Ernest Mahaim.

Délégué patronal : M. Jules Carlier, président du Comité central industriel de Belgique.

Délégué ouvrier : M. Corneille Mertens, secrétaire de la Commission syndicale de Belgique du Parti ouvrier et des syndicats indépendants.

A la délégation furent adjoints des conseillers techniques.

Conseillers techniques désignés par le Gouvernement : MM. Armand Julin, secrétaire général du Ministère de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement et directeur général de l'Office du Travail; Joseph Brughmans, premier inspecteur général du Travail; Désiré Gilbert, inspecteur du Service médical du Travail; Alexandre Delmer, ingénieur principal des mines, à l'Administration centrale.

Conseillers techniques patronaux : MM. Maurice de Smet de Nayer, délégué des industries textiles au Comité central industriel de Belgique; Georges Dallemagne, président de la Fédération des industries chimiques de Belgique; Roch Boulvin, directeur général de la Compagnie générale des railways et d'électricité; Marcel Fraipont, directeur général des Cristalleries du Val-Saint-Lambert; Jules Lecocq, secrétaire-trésorier du Comité central industriel de Belgique.

Conseillers techniques ouvriers : M^{lle} Hélène Burniaux, professeur du 4^e degré à Saint-Gilles; M^{lle} Victoire Cappe, vice-présidente de la Confédération générale des syndicats chrétiens et libres de Belgique; M. Joseph Baeck, membre du bureau de la Commission syndicale du Parti ouvrier et des syndicats indépendants, secrétaire provincial de la Centrale des métallurgistes; M. Victor Pary, secrétaire de la Confédération générale des syndicats chrétiens et libres de Belgique; M. Guillaume Solau, président de la Commission syndicale du Parti ouvrier et des syndicats indépendants; M. Van Dyck, membre, et M. Evariste Van Quaquebeke, secrétaire général de la Confédération générale des syndicats chrétiens de Belgique; M. Dumont, délégué de la Fédération ouvrière libérale d'Anvers.

M. Julin était secrétaire général de la délégation; il était secondé par le lieutenant Arthur Wauters, chef-adjoint du Cabinet du Ministre du Travail, M^{me} Laurent et M^{lle} Van den Haute.

La résolution suivante fut prise, à l'unanimité, pensons-nous :

« La Conférence générale recommande que chaque membre de l'organisation internationale du travail organise un système effectif d'assurance contre le chômage, soit au moyen d'une institution de Gouvernement, soit en accordant des subventions du Gouvernement aux associations dont les statuts prévoient en faveur de leurs membres, le paiement d'indemnités de chômage. »

La Belgique qui, à juste titre, a été, dès avant la guerre, qualifiée de « Terre d'expériences sociales », doit plus que jamais à sa réputation de tenir compte de la recommandation de la Conférence de Washington. Cependant il est peut-être intéressant de signaler que c'est le jour même de l'ouverture de la Conférence tenue en Amérique par les délégués de tous les pays civilisés, que la Section belge de l'Association internationale pour la lutte contre le chômage involontaire, devançant en quelque sorte la réunion officielle, adoptait le vœu qui figure en tête des présents développements.

Il est aussi à remarquer que le Gouvernement belge a mis immédiatement en pratique le vœu de l'Association et le vœu de la Conférence de Washington en subsidiant les organisations syndicales. Mais ce qui a été fait par de simples arrêtés ne présente pas une stabilité suffisante pour servir de base à un régime permanent d'assurance contre le chômage et, de l'avis de tous, une loi est nécessaire. Dans un rapport sur le Budget de l'Industrie et du Travail pour 1922, M. Heyman, au nom de la Commission spéciale, en exprimait encore le vœu.

Notre proposition répond donc à un désir général. Elle se présente comme

urgente. En y introduisant les principes et les vues qui dominent dans le monde des spécialistes belges et étrangers en matière d'assurance-chômage, nous pensons avoir fait œuvre utile; et, nous sommes convaincu que le Parlement belge voudra apporter sa modeste pierre au beau et vaste monument qu'il s'agit d'ériger dans le monde entier pour abriter les victimes si intéressantes du chômage involontaire.

LÉON TROCLET.

TABLEAU ANALYTIQUE
des effets de l'application de la proposition de loi organisant
l'assurance contre le chômage involontaire.

I. — Subventions allouées.

A. — Sur cotisations.	Aux Caisses primaires.	Au Fonds de Réassurance.
Par l'État	50 %	25 %
Par les patrons	—	75 %
Par les caisses primaires	95 %	5 %
TOTAUX	145 %	105 %

B. — Sur indemnités.

Par les Provinces	20 %	5 %
Par les Communes	20 %	5 %
TOTAUX	40 %	10 %

**II. — Cotisations hebdomadaires pour une indemnité journalière
de 5 francs.**

A. — Caisses primaires.	Catégories.			
	1	2	3	4
Travailleurs	0 38	0 475	0 57	0 665
Patrons	—	—	—	—
État.	0 20	0 25	0 30	0 35
TOTAUX . . . fr.	0 58	0 725	0 87	1 015

B. — Fonds de réassurance.

Travailleurs	0 02	0 025	0 03	0 035
Patrons	0 30	0 375	0 45	0 525
État.	0 10	0 125	0 15	0 175
TOTAUX . . . fr.	0 42	0 525	0 63	0 735

III. — Répartition d'une indemnité journalière de 5 francs.

A. — Allouée par les Caisses primaires.

Caisse primaire.	fr.	3 »
Province.		1 »
Commune		1 »
TOTAL		fr. 5 »

B. — Allouée par le Fonds de Réassurance.

Fonds National	4 50
Provinces	0 25
Communes	0 25
	5 00

IV. — Durée de l'indemnisation.

A. — Par les Caisses primaires.

50 jours
ou
30 jours (chômage saisonnier).

B. — Par le Fonds de Réassurance.

1 ^{er} cas. (Assurés ayant épuisé les indemnités primaires.)	50 ou 30 jours.
2 ^e cas. (Caisses épuisées.)	} jusque 100 ou 60 jours, y compris les indemnités fournies par les Caisses primaires.
3 ^e cas. (Lock-out.)	

(1)
(N° 70)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 16 JULI 1925.

Wetsvoorstel tot regeling van de verzekering tegen onvrijwillige werkloosheid.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Op 11 Juli 1922, hadden wij reeds de eer een onderhavig wetsvoorstel in te dienen.

Vervallen, ten gevolge van de ontbinding der Kamers, was het reeds door de Kamer gunstig onthaald geworden. Vijf afdeelingen tegen ééne hadden zich te zijnen voordeele uitgesproken met een aanzienlijke meerderheid van 73 stemmen tegen 39 en 11 onthoudingen.

In die omstandigheden, hebben wij goed geoordeeld ons voorstel opnieuw in te dienen, zoowel om te beantwoorden aan het gevoel van de Vergadering als om de door ons beoogde gewichtige hervorming te verwezenlijken.

De Toelichting van ons voorstel luidde als volgt :

Het wetsvoorstel dat wij de eer hebben aan uw onderzoek te onderwerpen, is geene vinding van verschen datum. Het haalt zijne leidende beginselen en zijne grondgedachten uit de werkelijkheden van het leven en uit de gekende uitslagen van lange stüdien gedaan, voor wat België betreft, door de Belgische Afdeeling van de Internationale Vereeniging tot bestrijding der werkloosheid, door de Syndicale Commissie van de Werklieden-Partij, door het Middencomiteit der Christene Syndicaten, door de werkgeversinrichtingen en door de leiders van werken uit al de partijen.

De Studiecommissie, samengesteld door de Belgische Afdeeling van de Internationale Vereeniging tot bestrijding van de werkloosheid, bestond uit :

1° Het bureel van genoemde afdeeling, samengesteld uit de heeren Mahaim, professor aan de Universiteit van Luik, Verwilghen, lid der Bestendige Deputatie van Oost-Vlaanderen, Troclet, volksvertegenwoordiger, die te zamen het voorzitterschap waarnamen, Truffaut, bestuurder van den Berg van Barmhartigheid te Luik, secretaris van het werk, Carpentier, senator, voorzitter van het Werkloozenfonds te Gent, Everard, lid van de Bestendige Deputatie der provincie

Namen; en verder uit onderscheidene leden van het Comité, die regelmatig de vergaderingen hebben bijgewoond, inzonderheid de heeren Drugmand, Ceelen, Mertens, Pladet, E. P. Rutten, enz.;

2° De heeren Vercruysse en De Voghel, ambtenaars bij het Ministerie van Nijverheid en Arbeid, alsmede tal van secretarissen van Werkloozenfonds;en;

3° De heeren Montens, Centner, Beernaerts, Dauge en De Grootte, vertegenwoordigers van de Werkgeversbelangen;

4° De heeren Solau, Hannick en De Vlamynck, afgevaardigden van de Syndicale Commissie der Belgische Werklieden Partij, Van Quaquebeke, De Bruyne en Pauwels, afgevaardigden van het Algemeen Verbond der Christene Syndicaten, Goetghebeur, secretaris der Sociale Werken der Liberale Partij.

Om ons voorstel uit te werken hebben wij de door deze Commissie en door de Syndicale Commissie vastgestelde beginselen in hunne groote trekken overgenomen. Wat wij aan het Parlement aanbieden, is dus een werk van verzoening en van goede trouw.

Onder deze omstandigheden, scheen het ons overbodig eene bepaling te geven van de onvrijwillige werkloosheid, want iedereen is het eens om *als onvrijwilligen werklooze te aanzien den werkman of den bediende die van zijn arbeid is beroofd door eene oorzaak onafhankelijk van zijnen wil*, met uitsluiting van ongeval, ziekte of werkstaking.

Wat de quaestie der werkloosheid voorafging.

Bij het opmaken der teksten hebben wij ruimschoots de opmerkingen in acht genomen, uitgebracht door de bovenvermelde inrichtingen en wij lieten ons steeds leiden door de bevindingen gedaan in België en in den vreemde, alsmede door de beslitselen genomen op nationale en internationale congressen van werklieden, van economisten of leiders van werken in al de landen en die in zake sociale verzekeringen inzonderheid bevoegd waren.

Men zal ons vooreerst toelaten, een aanzienlijk deel van de op 29 October 1919 door de Belgische Afdeeling der Internationale Vereeniging tot bestrijding der werkloosheid eenparig goedgekeurde motie over te nemen; deze motie was het uitgangspunt van de nieuwe politiek, in België door de Ministers Wauters en Delacroix ingeleid, ten einde de arbeiders tegen de gevaren van onvrijwillige werkloosheid te verzekeren.

Ziehier dit stuk :

« Het Comité van de Belgische Afdeeling der Internationale Vergadering tot bestrijding der werkloosheid,

» Herzien zijne vroegere studiën over de quaestie betreffende de verzekering tegen werkloosheid, uitkomende op de in het bijzonder verslag, uit zijnen naam door den heer Léon Troclet op de Algemeene Internationale Vergadering van Gent, in 1913, aangeboden, aldus luidende voorstellen :

» 1° De verzekering tegen werkloosheid moet, verplichtend, geleidelijk worden uitgestrekt tot al de vastgestelde risico's der werkloosheid;

» 2° De verzekering tegen werkloosheid moet op professioneele gronden worden opgericht. Zij moet, met het oog op de contrôle, nauw in verband staan met de inrichting der arbeidsbeurzen;

» 3° De bestaande inrichtingen moeten benuttigd en uitgebreid worden;

» 4° Aan den belanghebbende moet de vrije keus der verzekeringskas worden gewaarborgd;

» 5° De pogingen van den arbeider moeten gesteund worden door de tusschenkomst van de werkgevers en van de openbare machten.

» Herzien de volgende besluiten van het algemeen verslag, op gezegde algemeene vergadering door den heer Furster aangeboden en waarvan de vergadering verklaart akte te nemen :

» Uit de bevindingen gedaan door de Verslaggevers, ten gevolge van de in Groot-Britannië en elders gedane proefnemingen, kan men besluiten dat de geesten zich richten :

» 1° Naar de verplichting van de verzekering, ten minste voor sommige beroepen, met drievoudige storting (werklieden, werkgevers, openbare machten), welke verplichting moet aangevuld worden door de aanmoediging der vrijwillige verzekering;

» 2° Naar de opvatting dat het weder aan den arbeid brengen de voornaamste verrichting is van de verzekering tegen de werkloosheid en dat de inrichting van de plaatsing een onontbeerlijk vereischte is voor de verzekering;

» 3° Naar eene richting gegrond op de samenwerking der vakvereenigingen.

» Aangezien de door den oorlog ontstane omstandigheden het Nationaal Comité voor Hulp en Voeding er toe gebracht hebben, en na dit de Regeering, om bij maatregel van openbaar belang, een voorloopigen dienst in te richten van vergoeding aan al de onvrijwillige werkloozen al dan niet aangesloten bij vakvereenigingen, in afwachting dat de normale toestand hersteld zij;

» Aangezien de verzekeringskassen tegen werkloosheid door de vakgroepeerings in hun midden opgericht, met hun enkele inkomsten niet in staat zijn om een last te verzekeren zoo zwaar als die door gezegden Dienst is daargesteld;

» Aangezien het noodig is zoodra mogelijk iederen arbeider van het land in staat te stellen om de weldaden van de verzekering tegen werkloosheid te kunnen genieten;

» Uit den wensch dat de Regeering de spoedige verwezenlijking nastreve van een algemeenen en verplichten dienst van verzekering tegen werkloosheid, zich daartoe latende leiden door bovenvermelde beginselen;

» En gelast zijn Bureau met de medewerking van de bevoegde Afdeeling, de studie te ondernemen van de in voege zijnde stelsels en een ontwerp tot stand te brengen, dat aan de Regeering kan onderworpen worden. »

Uit dit stuk blijkt dat, reeds lang vóór den oorlog, de in de studie der quæstie gespecialiseerde inrichtingen reeds uit hetgeen verwezenlijkt was en uit de zoo onderscheidene als talrijke gedeeltelijke proefnemingen de leidende beginselen

van eene redematige verzekering tegen het risico der onvrijwillige werkloosheid hadden getrokken.

Algemeenmaking der verzekering.

Theoretisch, is de oplossing van dit belangrijk probleem dus niet nieuw; praktisch, wordt zij op merkelijke wijze vergemakkelijkt door den wil van inrichting die, sedert den wapenstilstand, zich van de arbeidersklasse heeft meester gemaakt.

In 1911, telden de arbeiderssyndicaten — zoowel socialistische als christene, liberale of onzijdige — ongeveer 200,000 leden. Thans bereikt dit effectief nagenoeg één millioen.

In 1911, telde men slechts 85,000 arbeiders verzekerd tegen onvrijwillige werkloosheid. In Januari 1922, was het aantal tegen dit risico verzekerde arbeiders 762,505.

Men mag thans zeggen, dat meer dan de drie vierde der nijverheidsproletariërs bijdragen storten om zich tegen de zware ongemakken van de onvrijwillige werkloosheid te verzekeren.

De verzekeringsverplichting zal dus slechts de wettige bekrachting zijn van de practijk, ten minste voor wat de keurarbeiders betreft. Aangaande de voorzorgloozen zal men den grootsten dienst bewijzen met hen door den dwang der wet tot de plichten der maatschappelijke solidariteit terug te roepen.

Het zal wellicht niet zonder belang zijn enkele meeningen te geven van wat er, in 1913, in de Belgische Afdeeling der Internationale Vereeniging voor den strijd tegen de werkloosheid, gezegd werd tijdens de debatten over deze quaëstie.

Vooreerst zegde de heer Gaston Grégoire, de huidige Gouverneur der provincie Luik, het volgende : « Niet meer dan in het domein der ziekte-verzekering, mag het regiem der gesubsidicerde vrijheid worden aangezien als zijnde eene onverbeterlijke oplossing waarbij wij ons moeten neerleggen. Men moet verder gaan en trachten dezelve te vervangen door de verplichte verzekering. »

De heer Varlez, stichter en secretaris van de Internationale Vereeniging, thans bestuurder aan de Diensten voor werkloosheid en uitwijking bij het Internationaal Arbeidsbureau, drukte zijne instemming daarmede uit met te beweren « dat de toepassing in België van de Werkloosheidskassen zoo volledig mogelijk is en dat men kan denken het eerste doelwil te hebben bereikt ». Doch, voegde hij er bij, het schijnt noodig te zijn rekening te houden met de bestaande instellingen. »

« Het uitgangspunt, daarin bestaande dat de verzekering tegen werkloosheid gegrondvest wordt op de vakgroepeerings, — zegde nog de heer Varlez, — is een gezond stelsel dat men moet behouden. Evenwel, moet men zich ook met de niet-gesyndiceerden bezighouden; doch men moet dit doen met het bestaande uit te breiden en niet met zijne verdwijning te beoogen. »

Daarna uitte de heer Verwilghen in vaste vormen zijn gedachten, nadat hij gewezen had op de moeilijkheid van dadelijke toepassing der verplichte verzeke-

ring op de toevallige arbeiders welke niet tot goed afgelijnde vakken behooren. Zijn besluit was als volgt ;

« De volgens de bedrijven ingerichte verzekering tegen werkloosheid zal algemeen verplichtend worden gemaakt, in de mate van het mogelijke, met de vrije keus der instelling voor den verzekerde. »

De heer professor Brants, voorzitter, het debat samenvattend, stelde met genoegen vast dat de leden der Belgische Afdeeling akkoord gingen.

Onzerzijds, hebben wij de leidende gedachte der Belgische Afdeeling aldus kunnen toelichten en samenvatten :

Algemeenmaking van de verzekering tegen werkloosheid op professioneelen grondslag met benutting van de reeds bestaande instellingen : syndicale inrichtingen en Werkloozenfonds.

Indien men in aanmerking neemt dat de professioneele grondslag, dien wij beoogen, gevormd wordt door *de nationale nijverheidssyndikaten*, zooals zij thans bijna allen in België werken, zal men terstond den samenhang van ons wetsvoorstel vatten.

Professioneele en syndicale grondslag van de verzekering tegen werkloosheid.

Wij zeggen vooreerst dat *de verzekering tegen werkloosheid van professioneelen aard moet zijn*.

Dit beteekent volstrekt niet, dat geene andere groepeeringsmogenschappen mogen beproefd worden. Dit beteekent ook niet, dat het ideaal er niet in zoo bestaan, geheel de Natie te beschouwen als eene overgroote familie die eene groote Staatskas inricht waarin al de risico's zouden kunnen samengesmolten worden.

Doch in den huidige stand der zaken, heeft eene interprofessioneele verzekeringskas tegen werkloosheid niet veel kans op slagen; wat betreft eene overgroote verzekeringskas tegen werkloosheid waarin, verplichtend en zonder onderscheid noch uitzondering, al de Belgische arbeiders zouden opgenomen zijn daaraan valt niet te denken.

Zoo wij beweren dat eene interprofessioneele kas weinig kans zou hebben om te slagen, dan is het omdat de ervaring het bewezen heeft. Het is niet te onzer kennis gekomen dat de werklieden sterk gepoogd hebben er in te richten. Geen enkel land is er, tot nu toe, in gelukt een oprecht ernstigen en duurzamen uitslag te bekomen met het groepeeren der arbeiders van te zeer verschillende bedrijven.

De Staat van Sint-Gall had, in 1895, de algemeene verzekering tegen werkloosheid ingericht. De moeilijkheid om de verzekeringspremie voor de risico's van zoo uiteenlopende beroepen te berekenen, was een der voornaamste oorzaken van het mislukken dezer proefneming.

In den huidige stand der zaken en der geesten, kassen willen inrichten, welke werklieden van meerdere bedrijven groepeeren, wier werkloosheidsrisico

zoo verschillend is, zou de miskenning zijn van eene proefneming welke reeds mislukte. Het gebeurt soms, dat, zelfs in een bepaald bedrijf, de werkloosheid zeer verschilt van streek tot streek. Met des te meer reden dus, wanneer het ongelijksoortige bedrijven geldt. Met verscheidene groote nijverheidsberoepen te willen versmelten, zou men de zaken nog meer inwikkelen en de oplossing van het vraagstuk der onvrijwillige werkloosheid nog moeilijker maken.

In zake verzekering, wil de techniek dat de verzekerden gerangschikt worden volgens de belangrijkheid van het risico.

Onverminderd de redenen van statistieken aard, pleiten nog de psychologische redenen ten voordeele van de verzekering tegen werkloosheid op professioneelen grondslag.

Inderdaad, om de verzekeringspremie te bepalen zoodanig dat er kans is, dat dezelve door den werkman zonder overdreven tegenzin worde betaald, moet zij overeenstemmen met eene door den verzekerde erkende noodwendigheid. Zelfs in het werk van solidariteit dat de verzekering uitmaakt, zal de werkman langen tijd nog de gewone hebbelijkheid behouden, alles tot zijn eigen geval te willen herleiden.

Wie kent beter de risico's van een bedrijf, dan de arbeiders van dit bedrijf zelf!

Bevinden wij ook niet, dat de arbeidersinrichtingen, naar de opgedane ervaringen, iederen dag de bedragen der stortingen, die der vergoedingen alsmede den duur der waardeloosheidstermijnen en het aantal dagen, waarover vergoeding verschuldigd is, wijzigen!

Wil men de verzekering tegen werkloosheid algemeen maken, dan kan men misschien al de bedrijven in een zekere mate solidariseeren; doch deze maatregel moet zwak zijn, want bij den aanvang van dergelijke proefneming, zou er groot gevaar bestaan op dezen weg te willen vooruitloopen. Wij meenen zelfs, met al de specialisten, dat de kansen van welslagen in verhouding zijn tot de belangrijkheid welke de verplichte algemeene verzekering aan de professioneele basis zal geven.

Benuttingen van de bestaande inrichtingen.

Indien men overtuigd is van de noodzakelijkheid de premie te berekenen naar de tot elke nijverheid behorende werkloosheidsrisico's, zal men gemakkelijk aannemen dat het uitgangspunt van elke ernstige verzekering de beroepsvereniging moet zijn.

Het is een *gezond stelsel*, zegde de heer Varlez, dat dient behouden te worden.

Om verscheidene redenen, hebben de Belgische Afdeeling van de Internationale Vereeniging tot bestrijding van de werkloosheid en de syndicale inrichtingen steeds deze zienswijze gedeeld ⁽¹⁾.

(1) Het is klaar, dat, volgens het in de reglementen van al de werkloosheidskassen voorkomend voorschrift, de boekhouding der werkloosheidskas gansch verschillend moet zijn van die der overige diensten van de beroepsvereniging. Deze verplichting wordt duidelijk omschreven in de eerste paragraaf van artikel 28 van ons wetsvoorstel.

Erkennen wij vooreerst, dat de arbeiders in deze zaak recht hebben op het vertrouwen der openbare machten, want, in al de landen, werden de eerste verzekeringskassen tegen onvrijwillige werkloosheid door de arbeiderssyndicaten ingericht. Deswege hebben zij een ervaring verworven, welke moeilijk zou kunnen overtroffen worden, zonder te rekenen dat het onrechtmatig zou zijn hun de leiding te ontnemen van een dienst, dien zij, na zoovele opsporingen, proefnemingen en pogingen, voorzorg en volharding, hebben ingesteld ondanks de talrijke moeilijkheden welke zij op hun weg hebben ontmoet.

Overigens, is het niet een thans door allen aangenomen beginsel van opvoedkunde, dat men steeds van het gekende naar het ongekende moet gaan? Zelfs de niet verzekerde werklieden weten reeds, in grooten deele, hoe de verzekeringsdiensten in de beroepsgroepelingen werken. Dus, voor wat de inwijding der eventuele verzekenden betreft, zullen de werkloosheidskassen — in den schoot der syndikale werkliedenkamers opgericht — van het grootste nut zijn in geval de verzekering wordt algemeen gemaakt. Doch, hoe belangrijk zij ook weze, staat deze reden, om ruime plaats te maken voor de beroepsverenigingen in de nationale werking van de verplichte verzekering tegen de onvrijwillige werkloosheid, niet alleen.

Organische aard van de contrôle.

Atwie zich met arbeiderswerken heeft bezig gehouden, weet met welke stipte bezorgdheid de aangeslotenen bij eene mutualiteitskas diegenen contrôleeren, welke recht hebben op vergoedingen. Het toezicht op de vergoedingverkrijgenden geschiede om zoo te zeggen automatisch, vooral wanneer de maatschappij slechts arbeiders van dezelfde nijverheid telt. Al de leden der kas hebben er daarenboven belang bij zoo spoedig mogelijk werk voor den werklooze te vinden.

De contrôle der vergoedingverkrijgenden, welke wordt uitgeoefend door den kashouder, den sectionnaris, de werkhuisgezellen is niet alleen veel zekerder, maar wordt nog bijna kosteloos gedaan.

Een uitsluitend door den Staat ingericht toezicht, voor het geval eener eenige kas van nationale verzekering, zou min degelijk zijn en veel meer kosten.

Indien dus de Maatschappij — openbare machten, werkgevers en werknemers, — al de risico's zonder uitzondering van de onvrijwillige werkloosheid wil dekken, zullen de vakverenigingen werkelijke diensten bewijzen, welke men hun zal moeten ten goede duiden; het zal rechtmatig zijn en een practisch belang opleveren, wanneer men hun vergoedende voordeelen verzekert voor de hulp die zij aan het gemeenschappelijk werk aanbrengen en naar verhouding van de diensten welke zij bewijzen. Het ware ook noodig bij hetgeen wettiglijk verschuldigd is aan de syndicale inrichtingen, bijzondere toelagen te voegen wegens bestuursarbeid, ten einde ze schadeloos te stellen en ze aan te moedigen.

De syndicale grondslagen van de verzekering tegen werkloosheid in den Vreemde.

Men vergeete niet dat overal, in Holland, in Engeland, in Frankrijk, in Italië, in Spanje, in Finland, in Noorwegen en in sommige kantons van Zwitserland,

al hetgeen er ernstig en duurzaam werd tot stand gebracht, op de syndicale arbeidersinrichtingen steunt.

In Denemarken, verlaten zich feitelijk de Staat en de Gemeenten op de arbeiderssyndicaten voor de inrichting der verzekering. Elke werkloosheidskas, met ten minste duizend leden, kan door den Staat erkend worden en de Staatstoelagen ontvangen.

Deze toelagen bestaan uit *verplichte* tegemoetkomingen van den Staat en *vrijwillige* tegemoetkomingen van de gemeenten. Deze laatste vertegenwoordigen *ten hoogste* het derde gedeelte van de stortingen der leden en die van den Staat de helft van het samengevoegd totaal der stortingen en der gemeentetoelagen. Er was sprake van niet meer de gemeentetoelagen te doen tellen voor het vaststellen van het aandeel van den Staat welke zich zou bepalen aan de kassen 50 t. h. toe te kennen van de stortingen der leden.

Ons stelsel komt dus het Deensch stelsel zeer nabij. Doch wij meenen niet te overdrijven met hetgeen wij voorstellen aan te zien als zijnde een beter, vollediger en leniger stelsel. 't Is het beginsel van de huidige Belgische inrichting der verzekering tegen werkloosheid, dat wij zouden willen samenordenen, uitbreiden en volledigen.

De vastheid der kassen.

Onder de hoofdzakelijke vereischten welke het welslagen van het werk kunnen verzekeren, willen wij vermelden de zelfstandigheid der kassen en de hoge bijdragen.

De door de werkgevers opgerichte kassen zullen steeds aan de arbeiders als verdacht voorkomen.

Voor de werklieden, kan de noodzakelijkheid van de *onafhankelijkheid der syndicale inrichtingen* ten aanzien van den werkgever niet in twijfel worden gebracht. Deze onafhankelijkheid is de vereischte *sine qua non*, de meest hechte grondslag voor het bestaan der syndicale groepeerings. Van het oogenblik af, dat wij de verzekering tegen werkloosheid steunen op de voorzorg van de arbeiders, moeten wij de voortzetting van de arbeiderspoging wenschen en bevorderen; wij moeten niets doen dat psychologisch den verzekerde van zijne inrichting kan aftrekken. Zonder in verdere algemeene beschouwingen te willen treden, volstaan die welke wij hier inroepen, van uit het enkel standpunt der voorzorg, om niet elke inrichting toe te laten waar de arbeiders zouden geplaatst blijven in den schoot der verzekeringskas onder het rechtstreeksch of onrechtstreeksch gezag der werkgevers. Naast deze psychologische en maatschappelijke redenen, zijn er andere die ons de werkloosheidskassen doen afwijzen, welke openstaan alleen voor de bezoldigden van eene fabriek, van een werkhuis, van een kantoor of van eene bepaalde werf. De ervaring leert ons, dat in dit geval de werkgever, daar hij alle gezag over de kas bezit, er dikwijls gebruik van maakte om zijne arbeiders te doen staken, zich van zijne koopwaren met gemak te ontdoen en zich gedeeltelijk, ten nadeele van 's lands welvaart, te ontlasten van zijne verplichtingen als voortbrengend werkgever op den rug der werkloosheidskassen en der openbare machten.

Anderzijds werd, te allen tijde, *de wet der groote getallen* ten grondslag gelegd van al de verzekeringen. Met de risico's te verdeelen over een groote hoeveelheid verzekerden, geeft men *vastheid* aan de instelling. Om hetzelfde doel te bereiken, vereischen wij — behalve in bijzondere gevallen — een getal van ten minste duizend verzekerden om de kassen toetelaten.

Daarenboven, om eene volstrekte vastheid der werkloosheidskassen te bekomen, bepaalt artikel 12 de hoegrootheid van de bijdrage in verhouding tot het te dekken risico en tot de vergoeding voorzien door de standregelen van de vereenigingen. Daar de tegemoetkomingen der openbare machten en der werkgevers in verhouding zijn tot de stortingen der werklieden, zet het stelsel de werklieden aan zeer hooge bijdragen te storten. Het mechanisme steunt dus op de wetten der goed begrepen verzekering en voorzorg.

De contrôle van de Openbare Machten. — De internationale kassen voor onvrijwillige werkloosheid.

Indien, na alle mogelijke voorzorgen van technischen aard, welke wij komen te zien, te hebben genomen, wij aan de syndicale arbeidersinrichtingen de zorg overlaten hunne leden te verzekeren tegen de onvrijwillige werkloosheid, houden wij er aan te bevestigen dat de contrôle der steunende machten mogelijk weze, — beter nog —, dat zij volledig, bestendig en afdoende weze. Overigens, de syndicaten van alle gezindheden zijn het eens om deze contrôle aan te nemen, zelfs om ze aan te vragen, mits zij niet kleingeestig, doch korrekt, bescheiden, ernstig en onpartijdig zij.

De intercommunale werkloozenfondsden bieden dienaangaande waarborgen van billijkheid, waarom zij dan ook aangenomen werden zoowel door de verzekerden als door de openbare machten. Trouwens, wij stellen voor ze derwijze samen te stellen dat het maximum van vertrouwen geschonken wordt aan afgevaardigden van Staat, provincie, gemeente, van syndicale werken en leiders van werken die te zamen een college uitmaken, dat alle waarborgen aanbiedt. Naar onze opvatting, moeten de intercommunale fondsden tegenover de plaatselijke kassen tegelijk eene zending van opleiding en van contrôle vervullen. Zij dienen als bemiddelaars tusschen de machten die de toelagen schenken en de inrichtingen die dezelve ontvangen. Zij doen hunne zienswijze kennen over al de soortelijke gevallen en raden algemeene oplossingen aan de Regeering, de provinciën, de gemeenten en de kassen aan. In overeenstemming met de plaatselijke openbare machten en de Staatsreglementen, nemen zij alle maatregelen van practische toepassing ten aanzien van de toelating der plaatselijke kassen alsmede de werking en de contrôle van de verzekeringsinrichtingen. Zij gaan, onder andere, de juistheid na van al de hun overhandigde stukken, inzonderheid wat betreft de ontvangsten en de uitgaven. Zij zorgen dat de algemeene kas de noodige sommen ontvangt voor de betaling der toelagen aan de afzonderlijke kassen.

De door specialisten ter plaatse gedane contrôle is blijkbaar de beste van alle. Doch indien de Regeering — welke, volgens ons voorstel, regelmatig tusschen-

komt door de storting van toelagen, — het gepast oordeelt, kunnen hare contrôleurs en hare toezichters nog de opsporingen volledigen.

Anderzijds maakt de Bijzondere Commissie, opgericht krachtens artikel 46, eene rechtsmacht van beroep uit in zake toelating der kassen, en de Nationale herverzekeringskas wordt beheerd door een Comitéit bestaande uit drie werklieden, drie werkgevers en drie afgevaardigden der Regeering. Deze beide nationale commissiën bieden dus ook alle gewenschte waarborgen van onafhankelijkheid.

In werkelijkheid geschiedt de contrôle in alle richtingen. In den schoot der syndicale inrichting, hebben de leden er belang bij dat er geene vergoedingen aan bedriegers worden uitbetaald. Bij het intercommunale werkloozenfonds, hebben de mededingende inrichtingen en de vergoedingschenkende machten er belang bij, over een oordeelkundig gebruik der bijdragen en der vergoedingen te waken. Eindelijk, de Staat waarvan de hoofdzakelijke zending is, over de orde en het algemeen belang te waken, oefent een laatste contrôle uit door zijne eigene agenten.

Wat de bekrachtigingen betreft, beschikken de Werkloozenfonds, de Staat, de provinciën en de gemeenten over de voornaamste en de snelstwerkende : de terugtrekking van de toelagen.

De meest wantrouwige geesten en de meest nauwtoeziende burgers mogen dus volledig en volkomen vertrouwen koesteren.

Verplichting en vrije keus voor den verzekerde.

Wij waarborgen aan de verzekerden de volstrekke vrijheid in het kiezen der verzekeringskas tegen werkloosheid, welke hunne voorkeur heeft.

In België, is deze vrijheid des te meer noodzakelijk, daar zij strookt met den geestestoestand in het land en aan een feitelyken toestand beantwoordt.

Inderdaad, ter zijde gelaten de onzijdige vakvereenigingen, hebben de katholieken, de liberalen, de socialisten, de christen-democraten talrijke syndicaten opgericht.

Ten einde allen de voordeelen eener verzekeringswet tegen werkloosheid te laten genieten, moet reeds, deswege, de vrije keus aan eenieder worden gelaten. De in ons voorstel voorgeschreven wijze van overgang is die welke in de maatschappijen van onderlingen bijstand in zwang is. Koninklijke besluiten aan de omstandigheden en de zaak der werkloosheid aangepast, kunnen insgelijks dienaangaande worden genomen. Doch daar het, in onze meening, geldt de verzekering verplichtend te maken, is het klaar dat de vrijheid van keuze zich opdringt.

Trouwens, deze vrijheid zou nog veel grooter zijn, daar wij de mogelijkheid voorzien van officieele kassen beheerd door de Intercommunale werkloozenfonds die de afzonderlijke verzekerden opnemen.

Het door ons voorgebrachte stelsel van verplichte verzekering tegen werkloosheid bevindt zich, overigens, in zijne groote lijnen, in het ontwerp dat de Belgische Regeering op 13 Mei 1912 heeft ingediend, met het doel de verzekering tegen ziekte en invaliditeit in te richten.

Inderdaad, volgens dit ontwerp, ontvangen de mutualiteitskassen toelagen in verhouding tot het gezamenlijk bedrag van de stortingen der werkende leden; en de bijzondere en gewestelijke kassen, bestuurd door de openbare machten, zullen verplicht zijn de bij de vrije mutualiteiten niet aangesloten leden op te nemen.

Wat het beginsel der verplichting betreft in zake verzekering, dit wordt tegenwoordig overal erkend. Ondanks talrijke en ernstige aanwakkingen, heeft de ondervinding bewezen dat de voorzorg nog slechts door een keur van menschen wordt gehuldigd; thans wordt het niet meer betwist, dat het maatschappelijk belang eischt, dat de voorzorgloozen en de verschoppelingen, die vaak niet in staat zouden zijn de vrije verzekering te beoefenen, niet aan hun eigen worden overgelaten.

In zake werkloosheid vooral, blijkt deze waarheid zonneklaar. Hebben wij aan het begin van dit betoog niet vastgesteld, dat vele werklieden tegen de onvrijwillige werkloosheid nog niet verzekerd zijn!

Meer nog, de niet-vrijwillige verzekering kan zonderlinge misbruiken na zich slepen. Inderdaad, het verslag over 1911 der Staatskas van Bazel-Stad leert ons dat sommige arbeiders, bij gebrek aan werk, vóór anderen werden naar huis gezonden onder voorwendsel dat zij tegen werkloosheid verzekerd waren. De *verplichting* en de tusschenkomst van de werkgevers zou dergelijke zoo spijtige misbruiken verhelpen.

De geldelijke tusschenkomst der werkgevers.

Van het oogenblik af, dat het gold de risico's van invaliditeit, van ongevallen en van ouderdom te vrijwaren, ontmoette men dikwerf de haast algemeene instemming om te erkennen dat men naast de geldelijke tusschenkomst van de openbare machten en van de werklieden, de financiële hulp van het patroonschap moet eischen.

Het ontwerp van de Belgische Regeering op de verzekering tegen ziekte en invaliditeit, waarvan wij gewagen, legt eene bijdrage op aan de werkgevers ten einde ouderdoms- en invaliditeitspensioenen voor de werklieden in te stellen. Dit beginsel komt ook tusschenbeide voor de verzekering tegen ziekte.

De Belgische wet op de arbeidsongevallen voert een overeenkomst in waarbij, in geval van arbeidsonbekwaamheid bij den werkman, de helft van het salaris ten laste is van het hoofd van onderneming.

Indien de risico's van ziekte, invaliditeit en ongevallen door den Staat worden aangezien als zijnde gedeeltelijk industriele risico's, zoo moet, met des te meer reden, het risico der werkloosheid grootendeels ten laste vallen van den werkgever.

De heer B. Seeböhm Rowntree, directeur der inrichtingen « Rowntree and Co Ltd and Confectionery Ingredients Ltd », verdedigt zelfs de stelling : dat alleen de werkgever de lasten der werkloosheid zou moeten dragen. « Echter, in psychologisch oogpunt, zegt hij, is het goed dat de werklieden het geheel dezer maatregelen aanzien als de uitslag eener samenwerking tusschen kapitaal en arbeid, en dat zij, bijgevolg, persoonlijk een gedeelte der uitgaven dragen.

Feitelijk, komt het weinig er op aan te weten of, in den beginne, de kosten zullen ten laste vallen van den werkgever, of verdeeld worden tusschen den werkgever en den werker, want, na weinig tijds, zal, wegens het spel der economische krachten, de uitgave ten laste komen van die der twee partijen welke, op dit oogenblik, het zwakste zou staan op economisch terrein. »

Wij voegen erbij dat, zonder medewerking harerzijds, de arbeidersklasse nooit tot meer ontwikkeling noch tot ontvoogding komen zal.

Maar bijaldien het ongeval en de invaliditeit het onvermijdelijk gevolg blijken te zijn van het industrieel bedrijf, zoo zijn de dagen van werkloosheid welke de arbeider moet ondergaan meer nog te wijten aan de inrichtingswijze van den arbeid.

In deze omstandigheden is het niet meer dan rechtvaardig dat een gedeelte van het risico door den werkgever gedragen wordt.

Gedurende de jaren van nijverheidscrisis, worden de werklieden door de economische indrukking sterk getroffen. Is het dan niet billijk dat de offers aan bijdragen welke de werkloosheidsverzekering hun oplegt gedurende de goede jaren, insgelijks gevraagd worden van de balansen der nijverheidsondernemingen gedurende de tijdstippen van handelsbloei!

Dit is eenigermate een soort van voorbarige en bestendige aflossing van de kracht, van het arbeidsvermogen en van het arbeidsverlangen der loontrekken.

De financieele grondslag der verzekering.

PLAATSELIJKE KASSEN EN NATIONAAL HERVERZEKERINGSFONDS.

In ons voorstel dat wij de eer hebben aan te bieden, houden wij ruimschoots rekening met de bemerkingen van den econoom Rowntree, in dezen zin dat het steunpunt van het stelsel op de medewerking rust van den arbeider. Voor elken door den verzekerde gestorten frank, stort de Regeering 75 centiem en de werkgevers 75 centiem.

Van deze verschillende stortingen ontvangt de plaatselijke kas een frank van den verzekerde en 50 centiem van den Staat. Met deze som moet de plaatselijke kas werkloosheidsvergoedingen verzekeren gedurende vijftig dagen in de door de seizoen-werkloosheid niet aangetaste bedrijven en gedurende dertig dagen voor de overige bedrijven.

Doch, van de aan de verzekerden uitbetaalde reglementaire vergoedingen, worden uitkeeringen gedaan aan de kassen door het werkloozenfonds voor rekening der provincie, ten beloope van 20 t. h. en voor rekening der tot een zelfde werkloozenfonds behorende gemeenten, gezamenlijk ten beloope van 20 t. h. Ten einde de vastheid der kassen te verzekeren, zoomede misbruiken te voorkomen, worden deze wederuitkeeringen niet gedaan op hoogere grondslagen dan de bij artikel 13 bepaalde cijfers, te weten : 5 frank voor den verzekerde, fr. 1.50 voor de vrouw, 1 frank voor de kinderen beneden veertien jaar.

Wanneer de inkomsten der plaatselijke kassen uitgeput zijn of de verzekerden hunne vergoedingen volgens de standregelen hebben uitgeput, komen zij ten laste van de Nationale Herverzekeringskas. 't Is vooral daar, dat de tusschen-

komst van den werkgever afdoende blijkt. Inderdaad, de door de werkgevers, gestorte fr. 0.75 per frank vormen een der hoofdzakelijke inkomsten van deze kas.

Ten einde ze in de herverzekering te doen belangstellen, komen, krachtens het ontwerp, ook de plaatselijke kassen nog tusschenbeide ten voordeele van het Nationaal Fonds voor 5 t. h. der voor toelage vatbare stortingen van de werklieden. Daar de herverzekeringskas slechts bij sterke werkloosheid zal tusschenkomen, wanneer de crisis een meer algemeenen aard zal krijgen, moeten al de instellingen in de uitgaven tusschenkomen; daarom worden de provinciën en de gemeenten nog geroepen om wederuitkeeringen aan de kassen te doen. Doch in stede van tusschen te komen voor 20 t. h. van de betaalde toelagen door de plaatselijke kassen, storten zij nog slechts 5 t. h. van de door het Nationaal Fonds uitbetaalde vergoedingen. Dit wil niet zeggen dat de provinciale begrooting en de gemeentelijke begrooting daardoor zullen ontlast zijn, want het grooter aantal vergoedinggenietenden zal de vermindering van het procent der tusschenkomst ruim vergoeden.

Evenwel, zal dit mechanisme, dat eenigermate de op de plaatselijke en gewestelijke begrootingen aangevraagde credieten automatisch regulariseert, groote voordeelen opleveren van begrotingsaard, welke vooral door de gemeentelijke en provinciale besturen zullen worden gewaardeerd.

Deze tusschenkomst van de plaatselijke machten in de stortingen gedaan zoowel door de plaatselijke kassen als door de herverzekeringskassen, biedt insgelijks een groot belang ten aanzien van de contrôle. De plaatselijke bestuurders, die zich dichter bij de werkloosheidsmiddelen bevinden dan de nationale inrichtingen, zijn veel beter in staat, alleen door het hooren noemen van een cijfer, de wezenlijke financiële noodwendigheden der verzekeringskassen te kennen.

Wij zegden reeds dat naast de werkgeversbijdragen en de wederuitkeeringen der provinciën en der gemeenten, de syndikale inrichtingen tusschenkomen in de aan de Nationale Kas van herverzekering tegen onvrijwillige werkloosheid gestorte inkomsten. Indien de gemeenten, de provinciën en de syndicaten, die reeds in sterke verhoudingen tusschenkomen in de uitgaven der plaatselijke kassen, nogmaals bijdragen in geval van algemeene werkloosheid, dan is het ook niet meer dan billijk dat de Staat, die 's lands collectiviteit vertegenwoordigt, ruimer tusschenkomt om de gevolgen van eene dergelijke ramp te lenigen. Ook meenen wij dat hij ook, evenals de Egyptische Staat ten tijde der Pharaons, voorraadschuren moet aanleggen tijdens de jaren van overvloed, met het oog op de jaren van schaarschte. Daarom legt ons voorstel aan den Staat de verplichting op, elk jaar aan de Nationale Herverzekeringskas 25 t. h. te storten van het gezamenlijk bedrag der voor toelagen vatbare bijdragen van de loontrekkenden.

Leidende beginselen.

Het economisch stelsel van ons voorstel berust dus op eenige zeer heldere beginselen. De werklieden storten, wanneer zij werk hebben, eene bijdrage

beantwoordende aan werkloosheidsvergoedingen die zij vaststellen naar regelen op redematige wijze vastgesteld door de wet en de door haar tot stand gebrachte inrichtingen. De Staat en de werkgevers storten ook eene bijdrage. Deze bijdragen in verhouding zijnde met en onderworpen zijnde aan die der verzekerden, zoo hebben de werklieden er belang bij hunne stortingen zoo aanzienlijk mogelijk te maken. De hooge stortingen en de zelfstandigheid verzekeren de vastheid der verzekeringskassen en ontwikkelen bij de arbeiders den geest van dadelijke opoffering die altoos door de gezonde praktijk der voorzorg wordt vereischt. De provinciën en de gemeenten doen hunne bijdragen naar verhouding van de gestorte vergoeding. De plaatselijke machten, die dichter bij de verzekerden staan, kunnen op doeltreffende wijze tussehenbeide komen zoowel in materieel als in zedelijk opzicht.

De geldelijke tussekomst van eenieder — openbare machten, werklieden, werkgevers — wordt alzoo op volmaakte wijze geregeld. De werkloosheidsverzekering trekt dus hare inkomsten uit de onderscheidene werkmiddelen van 's lands bedrijvigheid en van 's lands leven.

Het gewicht der bijdragen en der financieele medewerking is des te lichter te dragen, daar het berust op het bijdragingsvermogen van allen en daar eenieders aandeel juist is bepaald.

Anderzijds, met vertrouwen te stellen in de arbeidersinrichtingen, en met deze op te heffen tot den rang van hoofdzakelijke organen van een grooten openbaren verzekeringsdienst, maken wij hen tot nuttige medewerkers van de openbare machten. Wij doen hun belang stellen in den goeden gang van 's lands bestuurlijk leven. De syndikale en professioneele vereenigingen die zich, hunnerzijds, niet meer miskend gevoelen, maar geholpen, geleid, gesteund, beschermd, *vrij en onafhankelijk*, zullen daarvoor aan het land erkentelijk zijn. Uit deze aanhoudende samenwerking zullen goede betrekkingen ontstaan en geheel de Natie zal er voordeel bij hebben.

Benaderde raming van het werkloosheidsrisico.

Men moet zich niet ontveinzen dat de werkloosheidsverzekering veel geld zal kosten aan de openbare machten, inzonderheid aan den Staat. Echter zal de werking van het stelsel de Regeering toelaten veel minder te moeten uitgeven dan thans.

De opeenhooping der reserve, gevormd door de stortingen van de werklieden en van de werkgevers, alsmede de gemeentelijke en provinciale tegemoetkomingen zullen de lasten van den Staat in geval van voortgezette werkloosheids crisis, in evenredigheid verminderen.

Volgens een berekening, door ons in 1913 gemaakt met behulp van officieele stukken, schatten wij dat er ongeveer zes millioen dagen zijn voor welke, ieder jaar gedurende de normale bedrijfsperioden, vergoedingen moeten uitbetaald worden. Wij schreven toen : « dat, zoo er morgen een sterke economische inzinking kwame, men het aantal vergoedingsdagen met drie, met vier, misschien met vijf zou moeten vermenigvuldigen ».

Een statistiek, door de Regeering aan het Parlement medegedeeld, vermeldt dat, in 1921, een jaar van groote crisis, — België 24.169,899 $\frac{1}{2}$ werkloosheidsdagen telde, wat met ongeveer vier maal het aantal normale jaren overeenkomt.

De legende der zeven vette en zeven magere koeien zou, in zekere mate, toepassing vinden op het industriele leven waar de tijdperken van overvloed afwisselen met de crisissen in de voortbrengst. Daarom zal er zekere tijd moeten verlopen, alvorens men op redematige en voldoende nauwkeurige wijze de uitgestrektheid zal kunnen vaststellen van het te dekken werkloosheidsrisico.

Vóór den oorlog ontstond er eene economische crisis om de zes tot tien jaren; men zou dus op minstens vijf en twintig jaren ervaring moeten steunen om met cijfers de verzekering tegen werkloosheid op stellige grondslagen eener statistiek te kunnen vestigen.

Doch ons ontwerp rust op juiste gegevens waardoor het mogelijk is de gevolgen ervan voor de steunende machten op tamelijk nauwkeurige wijze vast te stellen.

Wanneer wij het getal verzekerden op 1 miljoen schatten met een gemiddelde bijdrage van 55 centiemen per week of fr. 28.60 per jaar, dan zal voor het geheele dienstjaar het bedrag der verplichte bijdragen 28,600,000 frank bereiken. Onderstellen wij, dat de mogelijke verzekering der vrouwen in den beginne 25 t. h. van deze som bedraagt, dan zal men daaraan moeten toevoegen het vierde deel of 7,150,000 frank. Aldus bekomen wij een voor toelagen vatbaren grondslag van 36 miljoen per jaar, nagenoeg overeenkomende met :

Staatstoclagen (75 t. h.) = 27,000,000 frank.

Bijdragen der werkgevers (75 t. h.) = 27,000,000 frank.

Deze drie sommen te zamen geven ons een vast inkomen van 90 miljoen frank per jaar.

De provinciën en de gemeenten moeten op hunne beurt tusschenbeide komen door middel van « vergoedingen » welke, niet vast bepaald zijnde zooals de « bijdragen », verschillen naar gelang van de omstandigheden. Hunne tegemoetkoming schijnt dus moeilijker te bepalen. Men kan echter het gemiddeld bedrag trachten vast te stellen, volgens de berekening over een tijdsverloop van enkele jaren.

Zijn de bijdragen degelijk bepaald in verband met het te dekken risico, dan moet hunne opbrengst, vermeerderd met de toelagen, ongeveer overeenkomen met het bedrag der vergoedingen.

Met het oog op de tabel van bladzijde 21 zal men bevinden :

1° Dat de plaatselijke kassen beschikken over 145 t. h. van de bijdragen der verzekerden ;

2° Dat het Nationaal Fonds beschikt over 105 t. h. van de bijdragen der verzekerden.

Steunende op deze gegevens bekomen wij, na aftrok van 5 t. h. voor bestuurskosten :

	PLAATSELIJKE KASSEN	NATIONAAL FONDS
	140 t. h. van 36,000,000 of 50,000,000.	100 t. h. of 36,000,000.
Provinciën . .	20 t. h. = 10,000,000	5 t. h. = 1,800,000
Gemeenten . .	20 t. h. = 10,000,000	5 t. h. = 1,800,000
TE ZAMEN . . . fr.	20,000,000	3,600,000

Het bedrag der bijdragen kan, met de ervaring der eerste jaren aan de hand, worden herzien naar luid van artikel 12 van ons ontwerp. De verhooging of de vermindering ervan zal eene daarmede overeenkomende verhooging of vermindering voor gevolg hebben ten aanzien van de onderscheidene deelhebbers.

De verzekerden.

Ons doel was de verzekering tegen de werkloosheid verplichtend te maken voor al de loontrekkenden zonder onderscheid. Doch, daar wij tot eene spoedige oplossing wilden komen, oordeelden wij het geraadzaam de zaak niet in te wikkelen. Het feit dat wij van den eersten dag af in onze instelling opnemen al de werklieden en beambten der nijverheids- en handelsbedrijven alsmede al de werklieden van den Staat, de provinciën en de gemeenten, die geene vaste benoëming hebben, heeft ons voldoende geschenen. Zij zijn overigens het talrijkst en het best ingericht. Aldus wordt de verzekering verplichtend gemaakt voor ten minste een millioen loontrekkenden.

De beambten der vrije beroepen, de voorgoed benoemde arbeiders in de openbare diensten, de landbouwwerklieden, de dienstboden « gehecht aan den persoon van den meester », zijn niet buiten de voordeelen dezer wet gesloten, vermits het volstaat deel uit te maken van eene werkloozenkas, om den geldelijken steun te bekomen van den Staat, de werkgevers, de provinciën en de gemeenten.

De klerken van notarissen, van deurwaarders, van advocaten, de hulp-apothekers kunnen zich aansluiten bij de syndicaten voor bedienden.

De landbouwwerklieden beginnen zich te vereenigen en, indien zij kassen oprichten, kunnen zij ook de voordeelen van de verzekering tegen werkloosheid bekomen.

In sommige landen zijn de knechten en meiden reeds gegroepeerd. In België zal dit eensdaags ook het geval zijn.

Er valt op te merken dat de verzekering verplichtend is voor al de personen die bezigheid hebben in koffie-, spijshuizen en gasthoven, vermits dit handelsondernemingen zijn.

Anderzijds, hebben de loontrekkenden voor wie de verzekering niet verplichtend is, het recht zich aan te sluiten bij de interprofessioneele en officieele kassen welke, krachtens paragraaf *b* van artikel 6, door de Werkloozenfonds worden beheerd.

Wij leggen de verplichting eveneens niet op aan de loontrekkenden die — de

onderscheidene vergoedinge niet medegerekend — een bruto wedde of salaris hebben van boven de 12,000 frank 's jaars. Mocht, wegens uitzonderlijke omstandigheden, deze verplichting worden geëischt, dan kan een eenvoudig Koninklijk besluit deze beperking wijzigen.

De niet vastbenoemde werklieden van den Staat, de provincie en de gemeente zijn verplicht zich te verzekeren. De vastbenoemde zijn vrij het al of niet te doen.

Het weder te werk stellen der werkloozen.

Om de werklieden terug aan den arbeid te stellen, hebben wij vertrouwen in de werklieden zelf en in hunne syndicale inrichting. De syndicaten der letterzetters zorgen in het algemeen zelf voor de plaatsing hunner leden. De machtige beroepsgroepeerings van Verviers en andere nog doen hetzelfde. In gemoede meenen wij dat het eene uitnemende wijze van plaatsing is en dat het in alle geval gevaarlijk wezen zou die wijze te bestrijden.

Niemand is beter geschikt dan de beroepsgroepeerings waarvan de werklooze deeluitmaakt, om dezen de openstaande plaatsen aan te wijzen. Het gevoel waarmee al de verzekerden bezielde zijn om de vaste werkloozen niet te begunstigen, het belang dat zij erbij hebben van de kas niet te zien ledigen, dit alles is een machtige spoorweg voor bestuurders en leden van het syndicaat om aan de verzekerden werk te verschaffen.

Indien de syndicale inrichtingen het tarief der door de paritaire Commissiën aangenomen loonen willen doen eerbiedigen, zullen zij er altijd belang bij hebben over de plaatsing der werklieden van hun nijverheidstak toezicht te houden. Niets mag dus worden gedaan, dat van aard wezen zou om den syndicalen opgang naar de instelling der gemeenschappelijke arbeidscontracten te belemmeren.

Doch, getrouw aan de geleidelijke verbeteringsmethode der vormen van de industriele bedrijvigheid en daar wij de zelfstandigheid der betrokken werklievenverenigingen willen eerbiedigen, laten wij aan de verzekeringskassen de vrijheid over, de controle over hunne werklooze leden toe te vertrouwen aan de Officieele Werkbeurs der streek, wanneer zij dit goedvinden.

In onderhavig geval, evenals in de andere deelen van ons voorstel, willen wij, indien ik mij aldus mag uitdrukken, *de verplichting in de vrijheid*. Wij meenen overigens dat de rol der Werkbeurzen nog niet voldoende is omljnd, om hun statuut voorgoed in eene wet op de verzekering tegen de werkloosheid vast te stellen.

Ofschoon het tegenovergestelde schijnt waar te zijn, zijn de twee vraagstukken van zeer verschillenden aard. De Werkbeurzen zijn in vollen ontwikkelingsgang. Volgens de streken worden zij meer of minder belangrijk. In de groote steden breiden zij hunnen werkkring uit; in de onaanzienlijke localiteiten schijnt hun werkkring eerder in te krimpen. Sommige Werkloozenfondsden rekenen vooral op de Werkbeurzen om alles op te lossen, wat betrekking heeft op de eischen van het arbeiderscontract. Mij, persoonlijk, schijnt die methode uitnemend goed. Doch ik meen anderzijds niet, dat men ze overal kan opdringen.

Zoolang de zending der werkbeurzen niet nauwkeurig door de wet is omschre-

ven, kan er geen sprake van zijn de arbeiders te verplichten zich tot die beurzen te wenden. Laten wij de vrijheid aan de syndicale inrichtingen, en dan zal de ervaring ons later leeren wat er op dit stuk te doen valt. De regeling der arbeidsmarkt is totnogtoe eene vaag- omlinjde sociale *hervorming*, terwijl de *verzekering* tegen de onvrijwillige werkloosheid reeds heden ten dage hare werking oefent volgens een vast bepaald plan. Hier verkeert men in een volkomen gekend positief domein. Laten wij vooralsnu het daarbij laten, en twee vraagstukken van verschillenden aard niet voorbarig in elkaar versmelten.

Wat overigens de contrôle betreft, hebben wij reeds gezegd, dat de Kassen, de Werkloozenfondsen, de Staat, zelfs de Gemeenten en Provinciën middelen van contrôle bezitter, die geene plaats aan het bedrog overlaten. Enkel afzonderlijke gevallen zouden nog kunnen bestaan. En vermits de voorziene vergoeding over het algemeen te nauwnood de helft van het loon bedraagt, zal, anderzijds, de werkmán er steeds belang bij hebben, werk te zoeken.

Vergoedbare lock-out.

Men zal hebben opgemerkt, dat door ons voorstel de werkloosheid voort-spruitende uit de werkstaking, buiten de vergoeding gesloten wordt, doch dat wij de werkloosheid door lock-out veroorzaakt onverlet hebben gelaten.

Naar sommigen beweren moet de lock-out hier niet worden op het oog genomen, als zijnde een stadium van den strijd tusschen den werkgever en werknemer. Dat is inderdaad zoo. Doch, ondersteld zelfs dat de lock-out gewettigd zij, is het daarom aan te nemen dat duizenden werkloozen tot den honger worden gedoemd om het belang van enkele werkgevers te vrijwaren, zonder dat de openbare macht optreden zou? Waar de verzekering in den nood niet voorziet, zal vaak de openbare weldadigheid het moeten doen. Is het, onder deze omstandigheden, niet beter naar middelen uit te zien om den schat van waardigheid, welke in den grond van ieder vooruitziend werkmánshart berust te vrijwaren?

Mag men de verlenging van een lock-out wenschen, waardoor de werkmán, tegen zijnen wil, belet wordt zijne arbeiderskracht in waarde om te zetten? Spruit de werkloosheid hier niet voort uit « eene oorzaak onafhankelijk van den wil van den werkmán? »

En toch wordt, krachtens ons voorstel, de werkmán hier niet noodzakelijkerwijs schadeloosgesteld door het Nationaal Herverzekeringsfonds, zelfs niet tijdens den duur der werkzaamheden van het Comité voor scheidsgerecht of verzoening tusschen beide partijen. Doch zoo de werkgevers weigeren het geschil aan de verzoening of het scheidsgerecht te onderwerpen, dan hebben de werklíeden het recht schadeloosstelling te eischen bij het Herverzekeringsfonds. De door ons voorgestelde regeling is feitelijk die welke, bij den wapenstilstand, ingevoerd werd door Minister Wauters en de Regeering van den « Godsvrede » en zeer goede uitslagen heeft opgeleverd. Zoo het aangenomen wordt dat de schadeloosstelling voor werkloosheid niet te gelijktijd kan getrokken worden als de weerstandsvergoeding, dan mag men zeker zijn, dat de werklíeden er geen misbruik zullen van maken. Practischerwijs gesproken, verlopen er niet zelden tal van weken vooraleer tot het scheidsgerecht of de verzoening word overgegaan.

En slechts dan wanneer de verzekerden de overeenkomst vragen en zij in den grond reeds toegevingen hebben gedaan, komt de Herverzekeringskas tusschen beide. Er is dus geen sprake van den strijd welke noodzakelijkerwijs voortspuit uit tegen elkaar botsende belangen, op te heffen, maar wel van hem een meer socialen, meer beschaafden, meer met het algemeen belang der Natie overeenkomenden vorm te geven. Wij verklaren de onvrijwillige werkloosheid als eene overeenkomst tusschen het onverminkt beginsel der bepaling welke doelt op de berooving van werk om eene oorzaak onafhankelijk van den wil der arbeiders, eenerzijds, en anderzijds de wreede opvatting waardoor de wil eener minderheid aan de meerderheid wordt opgedrongen, zelfs in zoo verre dat de arbeiders door den honger tot onderworpenheid worden gedwongen.

Zelfs op dat gebied is ons voorstel dus uiterst gematigd, vermits het de werking van den werkgever die den lock-out uitspreekt, niet verbiedt, maar eenvoudig deze werking wil afhankelijk maken van sommige waarborgen van verzoening en menscheijkheid.

Een oproep tot den geest van voorzorg.

Wij hebben de voornaamste punten behandeld welke betrekking hebben op de werking van de verzekering tegen werkloosheid alsmede op den leidraad welke door ons voorstel wordt gevolgd. Tal van andere punten van ondergeschikten aard moeten opgelost worden na grondig onderzoek door de Middenafdeeling, welke nog veel andere punten zal moeten regelen. Alzoo zou de berekening der vergoeding voorzien bij § 2 van artikel 19 doelende op de afwisselende werkloosheid, wellicht in sommige streken derwijze kunnen geregeld worden dat de arbeidsdagen en de dagen van werkloosheid worden berekend niet over ééne, maar wel over twee weken.

Ook moet de regeling van den overgang van nabij worden beschouwd.

Doch deze punten van bijkomend belang daargelaten, meenen wij dat ons voorstel deugdelijk is en dat onze collegas er gansch hunne aandacht zullen gelieven aan te wijden.

Onze bedoeling was aan de arbeiders brood te verschaffen tijdens de sombere dagen van werkloosheid, met beroep te doen op hunnen geest van voorzorg. Voor langdurende werkloosheid hebben wij aan den Staat en vooral aan de werkgevers gevraagd in de behoeften der werkloozen te voorzien.

Wij hebben getracht de bijdragen van werklieden en werkgevers, de uitgaven van Staat, provincie en gemeente zooveel mogelijk derwijze te regelen dat gedurende de voorspoedige jaren reserves worden vergaard om in de dringende behoeften der slechte dagen te voorzien. Wij hebben ernaar gestreefd om de zelfstandigheid en de vrijheid van allen te verzekeren, vooral van de werklieden die er het meest behoefte aan hebben.

Ons stelsel berust op de ervaring opgedaan én in den vreemde én in België, en heeft toelichting gezocht in onderscheidene ontwerpen en wetten van ons land; het heeft zijne wijze van werking gezocht in de instellingen welke in België bestaan en doelmatige en vaste uitslagen hebben opgeleverd.

Ons stelsel is daarenboven doordrongen van den vereenigingsgeest en het gezond verstand, die inzonderheid de Belgen kenmerken, zij wezen uit Brussel, uit Vlaanderen of uit Wallonië.

De oprichting van eene machtige instelling.

Het Verdrag van Versailles heeft het vraagstuk van de verzekering tegen werkloosheid aanhangig gemaakt bij het Internationaal Arbeidsbureau.

De Belgische Afvaardiging ter Conferentie te Washington bestond uit :

Afgevaardigden van de Regeering : de heeren Michel Levie, Staatsminister, voorzitter van de Afvaardiging, en Ernest Mahaim.

Afgevaardigde van de werkgevers : de heer Jules Carlier, voorzitter van het Belgisch Centraal Comité voor Nijverheid.

Afgevaardigde van de werklieden : de heer Corn. Mertens, secretaris van de Belgische Syndicale Commissie van de Arbeiderspartij en van de Onafhankelijke Syndicaten.

Bij de delegatie werden Technische adviseurs gevoegd :

Technische adviseurs door de Regeering aangeduid : de heeren Armand Julin, secretaris generaal bij het Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading, en directeur generaal van het Arbeidsambt; Joseph Brughmans, eerste inspecteur generaal van den Arbeid; Désiré Gilbert, inspecteur van den gezondheidsdienst van den Arbeid; Alexander Delmer, eerst aanwezend mijnningenieur, bij het Hoofdbestuur.

Technische adviseurs van de werkgevers : de heeren Maurits de Smet de Nayer, afgevaardigde van de textielnijverheid bij het Belgisch Centraal Comité voor de Nijverheid; Georges Dallemagne, voorzitter van de Vereeniging der Chemische Nijverheidsondernemingen van België; Roch Boulvin, directeur generaal van de « Compagnie générale des Railways et d'Électricité »; Marcel Fraipont, directeur generaal der « Cristalleries du Val-Saint-Lambert »; Jules Lecocq, secretarisschatbewaarder van het Belgisch Centraal Comité voor de Nijverheid.

Technische adviseurs van de werklieden : Juffrouw Helena Burniaux, leerares van den 4^e graad te Sint-Gilles; Juffrouw Viet. Cappe, onder-voorzitster van den Algemeenen Bond der Kristene en Vrije Syndicaten van België; Joseph Baeck, lid van het Bureau der Syndicale Commissie van de Arbeiderspartij en van de Onafhankelijke Syndicaten, provinciaal secretaris van de « Centrale des Métallurgistes »; de heeren Victor Pary, secretaris van den Algemeenen Bond der Kristene en Vrije Syndicaten van België; Willem Solau, voorzitter van de Syndicale Commissie van de Arbeiderspartij en van de Onafhankelijke Syndicaten; Van Dyck, lid, en Evarist Van Quaquebeke, secretaris-generaal van den Algemeenen Bond der Kristene Syndicaten van België; Dumont, afgevaardigde van de Liberale Arbeidersvereeniging van Antwerpen.

De heer Julin was algemeen secretaris van de delegatie; hij werd bijgestaan door luitenant Arthur Wauters, adjunct-cabinetshoofd van den Minister van Arbeid; Mevrouw Laurent en Juffrouw Van den Haute.

Daar werd het volgend besluit, met eensgezindheid meenen wij, genomen :

« De Algemeene Conferentie drukt het verzoek uit, dat ieder lid van de internationale arbeidersinrichting een doeltreffend verzekeringsstelsel tegen de werkloosheid tot stand brenge, hetzij door middel van eene oprichting uitgaande van de Regeering, hetzij met toelagen der Regeering te verleen en aan vereenigingen waarvan de statuten vergoedingen voor werkloosheid ten voordeele van hunne leden voorzien. »

België dat reeds vóór den oorlog, terecht, als het « Veld der sociale proefnemingen » werd aangezien, moet meer dan ooit, om deze faam te handhaven, de aanbeveling der Conferentie van Washington in acht nemen. Intusschen is het misschien niet zonder belang erop te wijzen, dat den dag zelf der opening van de Conferentie in Amerika door de afgevaardigden van alle beschaafde landen gehouden, de Belgische afdeeling van de Internationale Vereeniging voor den strijd tegen de onvrijwillige werkloosheid — eenigerwijs de officieele vergadering voorbijstrevend — den hierboven uitgedrukten wensch reeds had goedgekeurd.

Insgelijks dient men aan te merken, dat de Belgische Regeering onverwijld den wensch der vereeniging en dien der Conferentie van Washington in praktijk heeft gesteld met ondersteuning te verleen en aan de syndicale inrichtingen. Eenvoudige besluiten geven echter geene voldoende vastheid om tot grondslag te dienen aan een bestendig stelsel van verzekering tegen werkloosheid; en algemeen is men van gevoelen, dat eene wet hier noodig is. In het verslag over de Begrooting van Nijverheid en Arbeid voor 1922, werd die wensch nog uitgedrukt door den heer Heyman, namens de Speciale Commissie.

Ons voorstel beantwoordt dus aan een algemeen verlangen en is van dringenden aard. Wij hebben daarin weergegeven de beginselen en de inzichten welke overheerschend zijn bij de Belgische en uitlandsche specialisten en meenen aldus nuttig werk te hebben verricht; wij zijn anderzijds overtuigd, dat het Belgisch Parlement zijn geringen steen zal bijbrengen aan het schoon en machtig gebouw dat over de gansche wereld moet worden opgericht tot bescherming der zoo belangwekkende slachtoffers van de onvrijwillige werkloosheid.

LÉON TROCLET.

ANALYTISCHE TABEL

van de uitslagen der toepassing van het wetsvoorstel tot regeling
van de verzekering tegen de onvrijwillige werkloosheid.

I. — Verleende toelagen.

A. — <i>Op de bijdragen.</i>	Aan de Plaatselijke	Aan het
	Kassen.	Herverzekeringsfonds.
Door den Staat	50 %	25 %
Door de werkgevers	—	75 %
Door de Plaatselijke Kassen	95 %	5 %
TOTAAL	145 %	105 %

B. — *Op de vergoedingen.*

Door de Provinciën	20 %	5 %
Door de Gemeenten	20 %	5 %
TOTAAL	40 %	10 %

II. — Wekelijksche bijdragen voor eene dagelijksche vergoeding van 5 frank.

A. — <i>Plaatselijke Kassen.</i>	Categorieën.			
	1	2	3	4
Werklieden	0.38	0.475	0.57	0.665
Werkgevers	—	—	—	—
Staat	0.20	0.25	0.30	0.35
TOTAAL . . . fr.	0.58	0.725	0.87	1.015

B. — *Herverzekeringsfonds.*

Werklieden	0.02	0.025	0.03	0.035
Werkgevers	0.30	0.375	0.45	0.525
Staat	0.10	0.125	0.15	0.17
TOTAAL . . . fr.	0.42	0.525	0.63	0.735

III. — Uitkeering van zene dagelijksche vergoeding van 5 frank.

A. — Toegekend door de Plaatselijke Kassen.

Plaatselijke Kas	fr. 3 »
Provincie	1 »
Gemeente	1 »
TOTAAL	fr 5 »

B. — Toegekend door het Herverzekeringsfonds.

Nationaal Fonds	4.50
Provinciën	0 25
Gemeenten	0 25
TOTAAL	5 00

IV. — Duur van de uitkeering.

A. — Door de Plaatselijke Kassen.

30 dagen
of
30 dagen (seizoen-werkloosheid).

B. — Door het Herverzekeringsfonds.

1^e geval.

(Verzekerden die de plaatselijke vergoedingen hebben uitgeput.) 50 of 30 dagen.

2^e geval.

(Uitgeputte kassen.)

3^e geval.

(Uitsluiting.)

tot 100 of 60 dagen, er in begrepen de vergoedingen uitgekeerd door de Plaatselijke Kassen.

(24)

CHAMBRE
des Représentants.

KAMER
der Volksvertegenwoordigers.

Proposition de loi organisant l'assurance contre le chômage involontaire.

Wetsvoorstel tot regeling van de verzekering tegen onvrijwillige werkloosheid.

TITRE PREMIER.

Principe général. — But de la loi.

ARTICLE PREMIER.

La présente loi a pour but l'organisation de l'assurance contre le chômage involontaire par la collaboration :

- a) des pouvoirs publics (État, provinces, communes);
- b) des patrons;
- c) des travailleurs.

TITRE II.

Des bénéficiaires de l'assurance.

ART. 2.

L'assurance par l'intermédiaire des organismes spécifiés au chapitre suivant, est obligatoire :

1° pour les travailleurs des deux sexes, âgés de 16 à 65 ans, employés dans les entreprises commerciales et industrielles, à l'exception de ceux dont le traitement ou le salaire brut — indemnités diverses non comprises — est supérieur à 12,000 francs par an ;

2° pour les travailleurs de l'État, des provinces et des communes non pourvus

TITEL I.

Algemeen beginsel. — Doel van de wet.

EERSTE ARTIKEL.

Deze wet heeft ten doel, de verzekering tegen onvrijwillige werkloosheid te regelen door de samenwerking van :

- a) de openbare machten (Staat, provinciën, gemeenten);
- b) de werkgevers;
- c) de arbeiders.

TITEL II.

Verzekerden.

ART. 2.

De verzekering door bemiddeling van de instellingen vermeld in het volgende hoofdstuk is verplichtend gesteld :

1° voor de arbeiders van beiderlei kunne, van 16 tot 65 jaar oud, in dienst van handels- en nijverheidsondernemingen, met uitzondering van degenen, wier jaarwedde of bruto-loon, vergoedingen van verschillenden aard niet medegerekend, jaarlijks 12,000 frank overschrijdt ;

2° voor de niet vast benoemde arbeiders van Staat, provinciën en

d'une nomination définitive et dans les limites de rémunération spécifiées au paragraphe précédent.

Ces limites pourront être modifiées par arrêté royal.

ART. 3.

L'assurance par l'intermédiaire des mêmes organismes est facultative :

- 1° pour les ouvriers agricoles;
- 2° pour les travailleurs de l'État, des provinces et des communes pourvus d'une nomination définitive;
- 3° pour les travailleurs domestiques et autres catégories qui seront spécifiées par les arrêtés royaux pris en exécution de la présente loi.

TITRE III.

Des organes de l'assurance.

ART. 4.

Les organes de l'assurance sont :

- a) les caisses primaires;
- b) les Fonds de chômage communaux, intercommunaux ou régionaux;
- c) le Fonds national de réassurance.

TITRE IV.

Du fonctionnement de l'assurance.

Caisses primaires.

ART. 5.

Les caisses primaires assurent les travailleurs contre le chômage involontaire sous forme d'indemnités pécuniaires aux chômeurs; ces indemnités peuvent être individuelles ou familiales.

gemeenten, binnen de grenzen van bezoldiging in de vorige paragraaf bepaald.

Deze bezoldigingsgrenzen kunnen bij Koninklijk besluit gewijzigd worden.

ART. 3.

De verzekering door bemiddeling van dezelfde instellingen is niet verplichtend gesteld :

- 1° voor de landbouwwerklieden;
- 2° voor de vast benoemde arbeiders van Staat, provinciën en gemeenten;
- 3° voor de huisarbeiders en andere categorieën, die door de Koninklijke besluiten, genomen ter uitvoering van deze wet, worden aangewezen.

TITEL III.

Verzekeringsdragers.

ART. 3.

De verzekeringsdragers zijn :

- a) de plaatselijke kassen;
- b) de gemeentelijke, intercommunale of gewestelijke werklozenfondsen;
- c) het National Herververzekeringsfonds.

TITRE IV.

Werking van de verzekering.

Plaatselijke kassen.

ART. 5.

De plaatselijke kassen verzekeren de arbeiders tegen onvrijwillige werkloosheid bij wijze van geldelijken onderstand aan de werklozen; deze onderstand kan aan de personen of aan de gezinnen verleend worden.

ART. 6.

Les caisses primaires admises à bénéficier des subsides de pouvoirs publics sont :

- a) les caisses professionnelles ou interprofessionnelles gérées par des groupements autonomes de travailleurs;
- b) les caisses interprofessionnelles gérées par les Fonds de chômage.

ART. 7.

Pour bénéficier des subsides alloués par les pouvoirs publics, les caisses primaires doivent avoir été agréées par les Fonds de chômage dont elles relèvent.

ART. 8.

Les caisses reprises sous le littéra *a* de l'article 6 ne peuvent être agréées que si elles comptent au moins mille membres.

Toutefois, sur avis de la Commission spéciale de l'assurance-chômage prévue à l'article 46, des dérogations à cette règle pourront être admises par arrêté royal pour des industries comptant un nombre restreint de travailleurs.

ART. 9.

Les caisses de chômage ouvertes aux seuls salariés d'une usine, d'un atelier, d'un bureau ou d'un chantier déterminé, ainsi que celles instituées par un ou des patrons, ne peuvent être agréées.

ART. 10.

Les conditions requises des caisses

ART. 6.

De plaatselijke kassen, die de toelagen der openbare machten kunnen trekken, zijn :

- a) de beroepskassen of interprofessionele kassen beheerd door zelfstandige groepen van arbeiders;
- b) de interprofessionele kassen beheerd door de werklozenfondsen.

ART. 7.

Om aanspraak te hebben op de toelagen verleend door de openbare machten, moeten de plaatselijke kassen toegelaten zijn door de Werklozenfondsen, waarvan zij afhangen.

ART. 8.

De kassen, vermeld in litt. *a* van art. 6, kunnen alleen dan toegelaten worden wanneer zij ten minste duizend leden tellen.

Op advies van de Bijzondere Commissie der werklozenverzekering, voorzien bij artikel 46, kunnen echter bij Koninklijk besluit afwijkingen van dezen regel worden toegestaan aan nijverheidsbedrijven met een beperkt getal arbeiders.

ART. 9.

De werklozenkassen, openstaande alleen voor de loontrekkenden van eene fabriek, van een werkhuis, van een bureau of van een bepaalde werkplaats, evenals die welke worden opgericht door een of meer werkgevers, kunnen niet toegelaten worden.

ART. 10.

De vereischten, waaraan de plaatselijke

primaires pour qu'elles puissent jouir de l'agréation, sont celles spécifiées dans la présente loi. Ces conditions doivent être mentionnées dans les règle-ments particuliers des caisses primaires.

ART. 11.

Les caisses primaires sont alimentées :

- a) par les cotisations des assurés;
- b) par les subventions de l'état;
- c) par les ristournes des Fonds de chômage, faites pour compte des provinces et des communes.

ART. 12.

Les cotisations des assurés doivent atteindre *pour chaque franc d'indemn  t journalière*, au moins la quotité fixée d'après le tableau suivant :

Catégorie.	Indemn��t journalière.	Cotisation hebdomadaire.
1	1 franc.	8 centimes.
2	1 id.	10 id.
3	1 id.	12 id.
4	1 id.	14 id.

Chaque caisse primaire sera rangée dans l'une ou l'autre de ces catégories, suivant l'importance du risque-chômage moyen de ses assurés.

La classification des caisses sera faite par la Commission spéciale et permanente de l'assurance-chômage prévue à l'article 46. Cette classification ne sera pas définitive et pourra être révisée après chaque exercice annuel, en tenant compte de l'expérience fournie par les résultats constatés.

kassen moeten voldoen om te kunnen toegelaten worden, zijn die bepaald in deze wet. Deze vereischten moeten vermeld worden in de bijzondere reglementen van de plaatselijke kassen.

ART. 11.

De plaatselijke kassen worden in stand gehouden :

- a) door de bijdragen der verzekerden;
- b) door de toelagen van den Staat;
- c) door de terugbetalingen uit de werkloozenfondsden, gedaan voor rekening van de provinciën en van de gemeenten.

ART. 12.

De bijdragen van de verzekerden moeten, *voor elken frank dagelijksche vergoeding*, ten minste het bedrag bereiken, vastgesteld volgens navolgende tabel :

Reeks	Dagelijksche vergoeding.	Wekelijksche bijdrage.
1	1 frank.	8 centiemen.
2	1 id.	10 id.
3	1 id.	12 id.
4	1 id.	14 id.

Elke plaatselijke kas wordt gerangschikt in de eene of de andere dezer reeksen, naar de belangrijkheid van het gemiddeld risico van werkloosheid van hare verzekerden.

De kassen worden gerangschikt door de Bijzondere en Bestendige Commissie der werklozenverzekering, voorzien bij artikel 46. Deze rangschikking is niet vast en kan na elk dienstjaar herzien worden op grond van de onderzinding, door de vastgestelde uitslagen opgeleverd.

ART. 13.

Les subventions de l'État sont allouées sur la base des cotisations reçues par chaque caisse et à concurrence de 50 % de cet import.

Toutefois, la cotisation subsidiaire ne peut excéder un maximum correspondant à une indemnité journalière de 5 francs pour l'assuré, de fr. 1.50 pour la femme et de 1 franc pour les enfants âgés de moins de 14 ans.

ART. 14.

Les subventions de l'État sont allouées aux caisses primaires sous forme de crédits utilisables au fur et à mesure des besoins des caisses. Les sommes inscrites de ce chef au crédit des caisses seront productives d'intérêts aux taux de 4 %.

Des prélèvements seront autorisés sur ce crédit, régulièrement pour couvrir les frais d'administration, ou extraordinairement pour faire face aux nécessités du moment, sur avis du Comité du Fonds de chômage dont relève la caisse intéressée.

ART. 15.

Des ristournes sur les indemnités réglementaires payées aux assurés seront faites par le Fonds de chômage :

1° pour compte de la province à concurrence de 20 %;

2° pour compte des communes ressortissant à un même Fonds de chômage, collectivement à concurrence de 20 %.

Ces ristournes ne seront pas allouées

ART. 13.

De toelagen van den Staat worden verleend op grond van de bijdragen door elke kas ontvangen, en ten beloope van 50 t. h. van deze bijdragen.

De bijdrage, waarvoor toelage kan verleend worden, mag echter niet hooger zijn dan een maximum overeenstemmend met eene dagelijksche vergoeding van 5 frank voor den verzekerde, van 1.50 frank voor de vrouw en van 1 frank voor de kinderen beneden 14 jaar.

ART. 14.

De toelagen van den Staat worden aan de plaatselijke kassen verleend bij wijze van credieten beschikbaar naar gelang van de behoeften der kassen. De sommen, uit dien hoofde ingeschreven op het crediet der kassen, brengen een interest op van 4 t. h.

Op dit crediet kunnen, op advies van het Comité van het Werklozenfonds waarvan de betrokken kas afhangt, geregelde voorafnemingen gedaan worden tot bestrijding der beheerkosten of buitengewone voorafnemingen om te voorzien in de behoeften van het oogenblik.

ART. 15.

Van de door het reglement voorgeschreven vergoedingen, aan de verzekerden uitgekeerd, wordt door het Werklozenfonds terugbetaald :

1° 20 t. h. voor rekening van de provincie;

2° 20 t. h. voor de gezamenlijke rekening der gemeenten behoorende tot een en hetzelfde werklozenfonds.

Deze terugbetalingen worden niet

sur des bases supérieures aux chiffres fixés à l'article 13, savoir :

5 francs pour l'assuré;

1.50 francs pour la femme;

1 franc pour les enfants âgés de moins de 14 ans.

La charge assumée de ce chef par les communes sera répartie entre elles pour les deux tiers en proportion du nombre de leurs assurés, pour le tiers en proportion de l'importance des contributions perçues par l'État sur leur territoire.

ART. 16.

Les caisses primaires allouent à leurs assurés une indemnité journalière à laquelle peut s'ajouter un complément d'indemnité pour la femme et les enfants, dans les conditions spécifiées par leurs règlements.

Toutefois, ceux-ci devront être en concordance avec les stipulations de la présente loi. Celles-ci sont considérées comme des minima, quant aux obligations des assurés.

ART. 17.

Le taux de l'indemnité journalière ne peut, *par rapport à la cotisation*, être fixé d'une façon plus favorable que ce qui est indiqué à l'article 12.

L'indemnité de chômage du chef de ménage ne peut excéder la moitié du salaire normal. Cumulée avec le complément facultatif pour la femme et les enfants, elle ne peut excéder les deux tiers du salaire normal.

toegestaan op grondslagen die de cijfers, in artikel 13 bepaald, overschrijden, namelijk :

5 frank voor den verzekerde;

1.50 frank voor de vrouw;

1 frank voor de kinderen beneden 14 jaar.

De lasten, uit dien hoofde opgelegd aan de gemeenten, worden onder deze verdeeld voor twee derden naar verhouding van het getal harer verzekerden, voor een derde naar verhouding van het bedrag der belastingen door den Staat op haar grondgebied geheven.

ART. 16.

De plaatselijke kassen verleen en aan hunne verzekerden eene dagelijksche vergoeding, waarbij kan gevoegd worden eene aanvullende vergoeding voor de vrouw en de kinderen, op de voorwaarden vastgesteld door hunne reglementen.

Deze moeten echter overeenstemmen met de bepalingen dezer wet. Deze bepalingen worden, wat betreft de verplichtingen der verzekerden, als een minimum beschouwd.

ART. 17.

In verhouding tot de bijdrage mag het bedrag der dagelijksche vergoeding niet voordeeliger worden vastgesteld dan bij artikel 12 is vermeld.

De vergoeding voor werkloosheid van het gezinshoofd mag niet de helft van het normaal loon overschrijden. Wordt zij verleend te zamen met de niet verplichte aanvullende vergoeding voor de vrouw en de kinderen, dan mag zij niet twee derden van het normaal loon overschrijden.

ART. 18.

Pour avoir droit aux indemnités, les assurés en état de chômage involontaire devront être affiliés à une caisse primaire depuis un an et avoir acquitté cinquante-deux cotisations hebdomadaires.

ART. 19.

En cas de chômage continu, les deux premiers jours ou les seize premières heures de la période ne sont pas indemnisées.

En cas de chômage intermittent, (chômage partiel, chômage d'heures, journée de travail réduite), l'indemnité n'est comptée qu'à partir de la neuvième heure de chômage chaque semaine, ou de la dix-septième heure chaque quinzaine.

Toutefois, l'intéressé qui a travaillé quatre jours ou trente-deux heures par semaine de six jours ouvrables n'est pas indemnisé.

ART. 20.

Les membres d'une caisse primaire qui, après avoir travaillé à l'étranger, se trouvent en état de chômage involontaire, ne peuvent être indemnisés qu'après un délai de deux semaines et pour autant qu'ils aient payé régulièrement les cotisations statutaires.

ART. 21.

Les caisses primaires doivent indemniser les assurés chômant involontairement :

a) pendant cinquante jours par année dans les industries non atteintes par le chômage saisonnier;

ART. 18.

De in staat van onvrijwillige werkloosheid verkeerende verzekerden moeten, om recht te hebben op de vergoedingen, sedert één jaar bij eene plaatselijke kas aangesloten zijn en twee en vijftig wekelijksche bijdragen hebben gestort.

ART. 19.

In geval van aanhoudende werkloosheid worden de eerste twee dagen of de eerste zestien uren der periode niet vergoed.

In geval van afwisselende werkloosheid (gedeelteelijke werkloosheid, werkloosheid van eenige uren, ingekorten arbeidsdag) wordt de vergoeding slechts berekend vanaf de negende uur werkloosheid in elke week, of vanaf de zeventiende uur in elk veertiendaagsch tijdperk.

De belanghebbende, die vier dagen of twee en dertig uren per week van zes werkdagen heeft gearbeid, ontvangt echter geen vergoeding.

ART. 20.

De leden van eene plaatselijke kas, die, na in het buitenland te hebben gearbeid, onvrijwillig werkloos zijn, kunnen geene vergoeding ontvangen dan na eene tijdruimte van twee weken en in zooverre zij de bij de statuten bepaalde bijdragen geregeld hebben betaald.

ART. 21.

De plaatselijke kassen zijn verplicht, aan de verzekerden, die onvrijwillig werkloos zijn, vergoeding uit te keeren :

a) gedurende vijftig dagen per jaar in de bedrijven die niet aan seizoenwerkloosheid onderhevig zijn;

b) pendant trente jours par année dans les industries à chômage saisonnier.

ART. 22.

Le règlement particulier de chaque caisse primaire spécifiera comment se détermine la période annuelle, de façon à ce que les assurés ne puissent toucher plus de cinquante ou trente indemnités journalières sur trois cent soixante-cinq jours consécutifs.

En ce qui concerne les industries saisonnières, les règlements des caisses devront indiquer les périodes d'activité et les périodes de morte-saison en vue desquelles l'assurance est exclusivement contractée.

ART. 23.

Le libre choix de la caisse primaire comporte pour l'assuré le droit de mutation, sous réserve pour lui d'avoir satisfait entièrement à ses obligations vis-à-vis de la caisse délaissée. La mutation de l'assuré s'opère d'après les règles suivantes :

La caisse délaissée fournira à la nouvelle caisse une dotation équivalant à la partie libre des cotisations que l'assuré a versées pendant la dernière année. Cette partie est calculée proportionnellement au montant des indemnités payées et en tenant compte de ce que cinquante-deux cotisations hebdomadaires correspondent à cinquante ou trente indemnités journalières selon le cas.

L'assuré obtiendra dans la nouvelle caisse des droits égaux à ceux des autres membres en tenant compte de l'importance proportionnelle de sa dotation. Le cas échéant, il aura la faculté ou

b) gedurende dertig dagen per jaar in de bedrijven die wel aan seizoenwerkloosheid onderhevig zijn.

ART. 22.

Het bijzonder reglement van elke plaatselijke kas bepaalt op welke wijze de jaarlijksche tijdruimte dient te worden vastgesteld, zoodat de verzekerden niet meer dan vijftig of dertig dagelijksche vergoedingen kunnen trekken op driehonderd vijfen zestig achtereenvolgende dagen.

Wat de seizoenbedrijven betreft, moeten de reglementen der kassen bepalen welke de werkseizoenen zijn en welke seizoenen behooren tot den slapen tijd, waarvoor de verzekering uitsluitend is aangegaan.

ART. 23.

De vrije keuze der plaatselijke kas brengt voor den verzekerde het recht van overgang mede, mits hij aan zijne verbintenissen jegens de verlaten kas geheel heeft voldaan. De overgang van den verzekerde geschiedt naar de volgende regelen :

De verlaten kas doet in de nieuwe kas eene storting van gelijk bedrag als het vrije gedeelte der bijdragen, welke de verzekerde gedurende het laatste jaar heeft gestort. Dit gedeelte wordt berekend naar evenredigheid van het bedrag der betaalde bijdragen; tevens wordt daarbij in acht genomen dat twee en vijftig wekelijksche bijdragen overeenstemmen met vijftig of dertig dagelijksche vergoedingen volgens het geval.

De verzekerde verkrijgt in de nieuwe kas dezelfde rechten als de overige leden met inachtneming van de evenredige belangrijkheid zijner dotatie. Desgevallend staat het hem vrij of is

l'obligation de compléter cette dotation en conformité du règlement de cette caisse.

ART. 24.

Si le règlement du compte de dotation d'un membre donne lieu à difficultés entre caisses primaires, il en sera décidé par le Comité du Fonds de chômage.

ART. 25.

Les caisses primaires seront régies par un règlement préalablement soumis à l'approbation du Fonds de chômage du ressort.

Ce règlement devra prévoir :

1° une gestion financière de la caisse de chômage complètement indépendante de tous autres services de l'association dont elle dépend;

2° le placement de l'avoir social dans des conditions qui permettent de pourvoir en tout temps aux nécessités du service;

3° l'organisation du contrôle des chômeurs;

4° des dispositions précises indiquant les mesures prises en vue d'assurer le placement gratuit des chômeurs.

ART. 26.

Dans le cas de fusion de deux ou plusieurs caisses primaires, leurs avoirs sont mis en commun.

ART. 27.

En cas de dissolution d'une caisse primaire, l'avoir commun est réparti par tête de membre et consacré à effec-

hij verplicht, deze dotatie aan te vullen overeenkomstig het reglement dier kas.

ART. 24.

Geeft de regeling der dotatie van een lid aanleiding tot geschillen tusschen plaatselijke kassen, dan wordt daarover beslist door het Comité van het Werklozenfonds.

ART. 25.

De plaatselijke kassen worden beheerd door een reglement dat vooraf dient te worden goedgekeurd door het Werklozenfonds van het gebied.

In dit reglement moeten worden voorzien :

1° een financieel beheer der werklozenkas, geheel onafhankelijk van alle andere diensten der vereeniging, waarvan zij afhangt;

2° de belegging van het maatschappelijk vermogen op zoodanige wijze dat te allen tijde in de behoeften van den dienst kan voorzien worden;

3° de regeling van de contrôle der werklozen;

4° nauwkeurig omschreven bepalingen betreffende de genomen maatregelen om kosteloos de werklozen werk te verschaffen.

ART. 26.

Bij samensmelting van twee of meer plaatselijke kassen worden hunne vermogens vereenigd.

ART. 27.

Bij ontbinding van eene plaatselijke kas wordt het gemeenschappelijk vermogen hoofdelijk onder de leden ver-

tuer la mutation des assurés dans une autre caisse de leur choix.

Si la part du membre dépasse la valeur des cotisations d'une année à la nouvelle caisse, l'excédent est versé au Fonds national de réassurance.

TITRE V.

Des Fonds de chômage.

ART. 28.

Les Fonds de chômage communaux, intercommunaux ou régionaux existants ou qui seront institués à l'initiative du Gouvernement, opèrent dans un ressort territorial déterminé par arrêté royal.

Ils ont pour mission :

1° de contrôler l'organisation et de surveiller le fonctionnement des caisses primaires ;

2° d'attribuer aux dites caisses les subsides des pouvoirs publics ;

3° de leur rembourser les paiements effectués pour compte du Fonds national de réassurance.

ART. 29.

Ces institutions sont administrées par des Comités ainsi composés :

1° Un délégué de l'État ;

2° Un délégué de la province ;

3° Trois à sept délégués des communes subsidiantes ;

4° Six à quatorze délégués des caisses primaires alliées au Fonds ;

5° Trois à sept délégués choisis par les conseillers prud'hommes du ressort parmi les hommes d'œuvre de la région.

Le nombre des délégués de la 4° caté-

deeld en besteed om den overgang der verzekerden in een andere kas hunner keuze te bewerkstelligen.

Overschrijdt het aandeel van het lid het bedrag der bijdragen van één jaar in de nieuwe kas, dan wordt het teveel in het Nationaal Herverzekeringsfonds gestort.

TITEL V.

Werkloozenfonds.

ART. 28.

De bestaande of door toedoen van de Regeering op te richten gemeentelijke, intercommunale of gewestelijke werkloozenfonds zijn werkzaam binnen een bij Koninklijk vastgesteld gebied.

Zij zijn gelast :

1° contrôle uit te oefenen op de inrichting der plaatselijke kassen en de werking daarvan na te gaan ;

2° de toelagen der openbare machten toe te kennen aan gezegde kassen ;

3° haar terug te betalen wat zij voor rekening van het Nationaal Herverzekeringsfonds hebben uitgegeven.

ART. 29.

Die instellingen worden beheerd door Comiteiten bestaande uit :

1° Een afgevaardigde van den Staat ;

2° Een afgevaardigde van de provincie ;

3° Drie tot zeven afgevaardigden van de gemeenten die toelagen verleenen ;

4° Zes tot veertien afgevaardigden van de bij het Fonds aangesloten plaatselijke kassen ;

5° Drie tot zeven afgevaardigden, door de werkrechters van het gebied gekozen onder de nijveraars van werken in de streek.

Het getal afgevaardigden der 4° reeks

gorie sera double de celui des 3^e et 5^e catégories; l'effectif des catégories variera avec l'importance de l'institution dans les limites indiquées ci-dessus.

ART. 30.

Les dits Comités règlent tout ce qui a trait au fonctionnement de l'institution, nomment et révoquent le personnel sous réserve de l'approbation du Ministre compétent. Ils prononcent sur l'agrération des caisses primaires au plus tard dans les trois mois du dépôt de la demande.

ART. 31.

Les décisions des Fonds de chômage concernant l'agrération ou le refus d'agrération des caisses primaires sont susceptibles d'appel. La Commission spéciale et permanente de l'assurance contre le chômage involontaire créée en vertu de l'article 46 statuera en cette matière.

ART. 32.

Les frais d'administration des Fonds de chômage seront supportés de compte à demi par l'État et par les communes comprises dans le ressort de l'institution.

La charge incombant de ce chef aux communes sera répartie entre elles comme il est dit à l'article 13.

ART. 33.

Chaque Fonds de chômage, instituera et gérera une caisse officielle d'assurance contre le chômage, accessible à tous les travailleurs âgés de 16 à 65 ans, non affiliés à une caisse primaire auto-

bedraagt het dubbele van dit der 3^e en 5^e reeksen; de getalsterkte der reeksen verschilt naar gelang van de belangrijkheid der instelling binnen de hierboven bepaalde grenzen.

ART. 30.

Gezegde Comiteiten regelen alwat de werking der instelling betreft; zij be-noemen het personeel en zetten het af behoudens goedkeuring door den bevoegden Minister. Zij doen uitspraak over de toelating der plaatselijke kassen uiterlijk binnen drie maanden na het indienen der aanvraag.

ART. 31.

Tegen de beslissingen der Werkloozenfonds en aangaande het toelaten of het niet toelaten der plaatselijke kassen kan beroep worden ingesteld. Over dit beroep beslist de krachtens artikel 46 ingestelde Bijzondere en Bestendige Commissie van verzekering tegen onvrijwillige werkloosheid.

ART. 32.

De beheerkosten der Werkloozenfonds worden betaald voor de helft door den Staat en voor de wederhelft door de gemeenten behoorende tot het gebied der instelling.

De last, uit dien hoofde aan de gemeenten opgelegd, wordt onder haar verdeeld zooals bij artikel 13 is bepaald.

ART. 33.

Door ieder werkloozenfonds wordt een officieele verzekeringskas tegen werkloosheid opgericht en beheerd; daarin kunnen opgenomen worden al de arbeiders van 16 tot 65 jaar oud;

nome. Cette caisse est astreinte aux mêmes obligations que les caisses libres.

TITRE VI.

Du Fonds National de Réassurance.

ART. 34.

Il est institué un Fonds national de réassurance destiné à compléter le service des caisses primaires.

ART. 35.

Ce Fonds est administré par un Comité de neuf membres, dont trois désignés par le Gouvernement, trois par les organisations patronales et trois par les organisations ouvrières ayant constitué des caisses primaires d'assurance contre le chômage.

ART. 36.

Les ressources ordinaires du Fonds national de réassurance sont formées par :

1° des cotisations patronales égales, pour chaque patron, à 75 % des cotisations subsidiabiles dues par leurs ouvriers aux caisses primaires ;

2° des subventions de l'État égales à 25 % des cotisations subsidiabiles ;

3° des subventions des caisses primaires égales à 5 % des cotisations subsidiabiles qu'elles ont encaissées ;

4° des ristournes faites à concurrence de 10 % par les Fonds de chômage sur les indemnités payées par le Fonds de réassurance.

die niet bij eene zelfstandige plaatselijke kas aangesloten zijn. Die kas is aan dezelfde verplichtingen onderworpen als de vrije kassen.

TITEL VI.

Nationaal Herverzekeringsfonds.

ART. 34.

Er wordt een Nationaal Herverzekeringsfonds ingesteld, bestemd om den dienst der plaatselijke kassen aan te vullen.

ART. 35.

Dit Fonds wordt beheerd door een Comiteit van negen leden, waarvan drie benoemd door de Regeering, drie door de werkgeversinrichtingen en drie door de arbeidersinrichtingen, die plaatselijke verzekeringskassen tegen werkloosheid hebben opgericht.

ART. 36.

De gewone inkomsten van het Nationaal Herverzekeringsfonds bestaan uit :

1° bijdragen der werkgevers, welke, voor iederen werkgever, 75 t. h. bedragen van de door hunne werklieden aan de plaatselijke kassen verschuldigde bijdragen, waarop toelagen kunnen verleend worden ;

2° toelagen van den Staat bedragende 25 t. h. der bijdragen, waarop toelagen kunnen verleend worden ;

3° toelagen van de plaatselijke kassen bedragende 5 t. h. der door haar geïnde bijdragen, waarop toelagen kunnen verleend worden ;

4° terugbetalingen, door de Werkloozenfonds gedaan ten beloope van 10 t. h. op de door de Herverzekeringsfondsen betaalde vergoedingen.

ART. 37.

Les Fonds de chômage imputeront cette dépense pour moitié au compte de la province et pour moitié au compte des communes de leur ressort.

La répartition de la charge collective incombant aux communes sera faite suivant la règle établie à l'article 15.

ART. 38.

En cas d'insuffisance des ressources ordinaires indiquées à l'article 36, l'État y pourvoira par des allocations extraordinaires.

ART. 39.

Le Fonds national de réassurance alloue, par l'intermédiaire des Fonds de chômage et des caisses primaires, des indemnités équivalentes aux indemnités subsidiables prévues par les règlements des caisses primaires :

1° aux assurés en règle qui ont épuisé leurs indemnités statutaires ;

2° aux membres des caisses primaires dont les ressources sont épuisées au point que celles-ci n'atteignent plus la valeur de deux mois ou huit semaines de cotisations ;

3° en cas de lock-out, aux assurés lock-outés, à partir du moment où les caisses primaires intéressées ont fait constater le refus opposé par les patrons, de soumettre le différend à la conciliation ou à l'arbitrage.

ART. 37.

De Werkloozenfonds en brengen deze uitgave voor de helft op de rekening der provincie en voor de wederhelft op de rekening der gemeenten uit hun gebied.

De verdeeling van den gemeenschap-pelijken last, door de gemeenten te dragen, geschiedt op de wijze bepaald bij artikel 15.

ART. 38.

Zijn de gewone inkomsten, bij artikel 36 vermeld, ontoereikend, dan voorziet de Staat daarin door buitengewone tegemoetkomingen.

ART. 39.

Door tusschenkomst van de Werkloozenfonds en van de plaatselijke kassen verleent het Nationaal Hervverzekeringsfonds vergoedingen, van gelijk bedrag als de bij de reglementen der plaatselijke kassen voorziene vergoedingen, waarop toelagen kunnen toegekend worden :

1° aan de in regel zijnde verzekerden, die al de vergoedingen, bij de statuten voorzien, hebben opgetrokken ;

2° aan de leden der plaatselijke kassen, waarvan de inkomsten zoodanig zijn verminderd dat deze niet meer de waarde bereiken van de bijdragen voor twee maanden of voor acht weken ;

3° in geval van uitsluiting, aan de uitgesloten verzekerden, vanaf het oogenblik waarop de betrokken plaatselijke kassen doen vaststellen dat de werkgevers weigeren het geschil door verzoening of doorscheidsrechterlijke uitspraak te laten oplossen.

ART. 40.

Dans le cas prévu au 2° de l'article 39, les allocations du Fonds de réassurance prendront fin quand les ressources de la caisse primaire atteindront la valeur de quatre mois ou seize semaines de cotisation.

ART. 41.

Les sommes qui auront été ainsi fournies aux caisses primaires dont les ressources sont épuisées, devront être remboursées au Fonds de réassurance à concurrence de 40 % par l'État et de 10 % par la caisse intéressée.

La charge incombant de ce chef aux caisses primaires sera inscrite à leur débit au compte des subventions de l'État et acquittée par celui-ci à mesure des possibilités.

ART. 42.

Dans le cas visé au 1° de l'article 39, la durée de l'indemnisation annuelle par le Fonds de réassurance ne peut excéder la durée d'indemnisation fixée par le règlement de la caisse primaire.

Dans les cas visés aux 2° et 3° du dit article, cette durée comporte au plus le nombre de jours requis pour former, avec les indemnités déjà fournies par la caisse primaire, une période de 100 jours ou de 60 jours par année.

ART. 40.

In het geval, voorzien bij n° 2° van artikel 39, worden de tegemoetkomingen van het Herverzekeringsfonds niet meer verleend, wanneer de inkomsten van de plaatselijke kas de waarde bereiken van de bijdragen voor vier maanden of zestien weken.

ART. 41.

De sommen, aldus verstrekt aan de plaatselijke kassen, waarvan de inkomsten uitgeput zijn, moeten aan het Herverzekeringsfonds terugbetaald worden ten beloope van 40 t. h. door den Staat en van 10 t. h. door de betrokken kas.

De uit dien hoofde aan de plaatselijke kassen opgelegde last wordt op hun debet geboekt op de rekening der Staatstoelagen en door den Staat uitgekeerd naarmate het mogelijk is.

ART. 42.

In het geval voorzien bij n° 1° van artikel 39 mogen de vergoedingen, door het Herverzekeringsfonds uitgekeerd in den loop van een jaar, niet voor een hooger getal dagen verleend worden dan bij het reglement der plaatselijke kas voor de vergoedingen is bepaald.

In de gevallen voorzien bij de n° 2° en 3° van gezegd artikel bedraagt dit getal dagen ten hoogste het noodige getal om, met de dagen waarvoor vergoedingen door de plaatselijke kas reeds uitgekeerd werden, eene tijdruimte van 100 dagen of van 60 dagen per jaar uit te maken.

TITRE VII.**Du contrôle des chômeurs.****ART. 43.**

Pour obtenir le bénéfice des subsides publics, les caisses primaires sont tenues d'organiser, en accord avec le Fonds de chômage auquel elles sont affiliées, le contrôle de leurs membres chômeurs.

Ce contrôle peut être confié par les caisses intéressées à la Bourse officielle du travail de la région.

ART. 44.

Le contrôle des chômeurs non syndiqués est assuré par le Fonds de chômage ou la Bourse officielle du travail de la région.

ART. 45.

Le Fonds de chômage de la région inspecte le contrôle des chômeurs et fixe les règles auxquelles ce contrôle doit satisfaire, en conformité des instructions générales qui seront déterminées par arrêté royal.

Il peut exercer un contrôle direct sur les chômeurs de toutes catégories et prononce sur les cas litigieux.

TITRE VIII.**Dispositions générales.****ART. 46.**

Une Commission spéciale et permanente de l'assurance-chômage sera instituée par arrêté royal.

Elle sera appelée à donner son avis au pouvoir central sur les divers points

TITEL VII.**Contrôle van de werkloozen.****ART. 43.**

Om de toelagen der openbare machten te kunnen bekomen, zijn de plaatselijke kassen er toe gehouden, de contrôle van hunne werklooze leden in te richten in overleg met het Werkloozenfonds, waarbij zij zijn aangesloten.

Deze contrôle kan door de betrokken kassen aan de officieele arbeidsbeurs der streek opgedragen worden.

ART. 44.

De contrôle der niet gesyndikeerde werkloozen wordt verzekerd door het werkloozenfonds of door de officieele arbeidsbeurs der streek.

ART. 45.

Het Werkloozenfonds der streek oefent toezicht op de contrôle der werkloozen en bepaalt de regelen, waaraan deze contrôle moet voldoen overeenkomstig de algemeene onderrichtingen die bij Koninklijk besluit worden bepaald.

Het kan eene rechtstreeksche contrôle op de werkloozen van alle categorieën uitoefenen en het beslist over de gerezen geschillen.

TITEL VIII.**Algemeene bepalingen.****ART. 46.**

Eene bijzondere en bestendige Commissie der werklozenverzekering wordt bij Koninklijk besluit ingesteld.

Zij is gelast haar advies aan de Regering uit te brengen over de verscheidene

spécifiés dans la présente loi et sur toutes autres dispositions dont l'interprétation prête à difficultés.

ART. 47.

Cette Commission sera ainsi composée :

1^o cinq personnes particulièrement compétentes en matière d'assurance-chômage;

2^o cinq délégués des caisses d'assurance;

3^o cinq délégués patronaux.

ART. 48.

Des arrêtés royaux ou ministériels compléteront les dispositions contenues dans la présente loi.

ART. 49.

La présente loi entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1923.

Les Comités des Fonds de chômage actuellement en fonctions devront être renouvelés à partir de cette date.

zaken, in deze wet omschreven, alsmede over elk andere bepaling, waarvan de verklaringaanleiding geeft tot bezwaren.

ART. 47.

Die Commissie bestaat uit :

1^o vijf personen, bijzonder bevoegd in zake werklozenverzekering;

2^o vijf afgevaardigden van de verzekeringskassen;

3^o vijf afgevaardigden van de werkgevers.

ART. 48.

De bij deze wet vastgestelde bepalingen worden bij Koninklijke of ministerieele besluiten aangevuld.

ART. 49.

Deze wet treedt in werking op 1 Januari 1923.

De thans bestaande Comiteiten der Werklozenfondsen moeten, vanaf dien datum, worden vernieuwd.

LÉON TROCLET.

E. VAN WALLEGHEM.

A. DELATTRE.

A. DE BRUYNE.

L. UYTROEVER.

L. GRIS.